

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 16 AVRIL 1970
N° 450, 1,50 F

A high-contrast, black and white portrait of Vladimir Lenin, shown from the chest up, looking upwards and to the right with a slight smile. He is wearing a dark suit jacket, a white shirt, and a dark tie. The background is light and plain.

**Lénine
et
l'avenir**

contre le pouvoir patronal, organisons le contrôle ouvrier



81 rue Mademoiselle-Paris 15

Matériel disponible

LE COLLECTIF NATIONAL PROPAGANDE vient de lancer une affiche grand format, en deux couleurs, dans le cadre de la campagne pour le

- CONTROLE OUVRIER

Cette affiche, comme d'ailleurs celles concernant les campagnes

- IMPLANTATION et

- CONTRE LE PACTE ATLANTIQUE

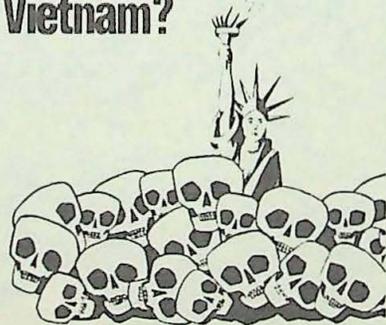
sont disponibles au siège de l'Administration de TRIBUNE SOCIALISTE :

54, bd Garibaldi, Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65

Passez vos commandes.

0,15 F l'exemplaire

êtes-vous solidaires
de ceux qui massacrent
au Vietnam?



luttez contre le Pacte Atlantique
qui lie la France
à l'impérialisme américain

PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

une force jeune
et révolutionnaire
existe



adhérez au PSU

PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

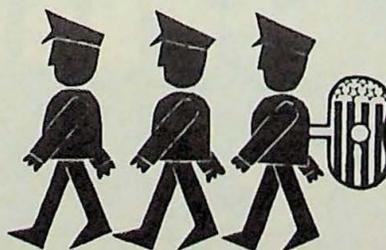
êtes-vous solidaires
de ceux qui colonisent
l'industrie Française?



luttez contre le Pacte Atlantique
qui lie la France
à l'impérialisme américain

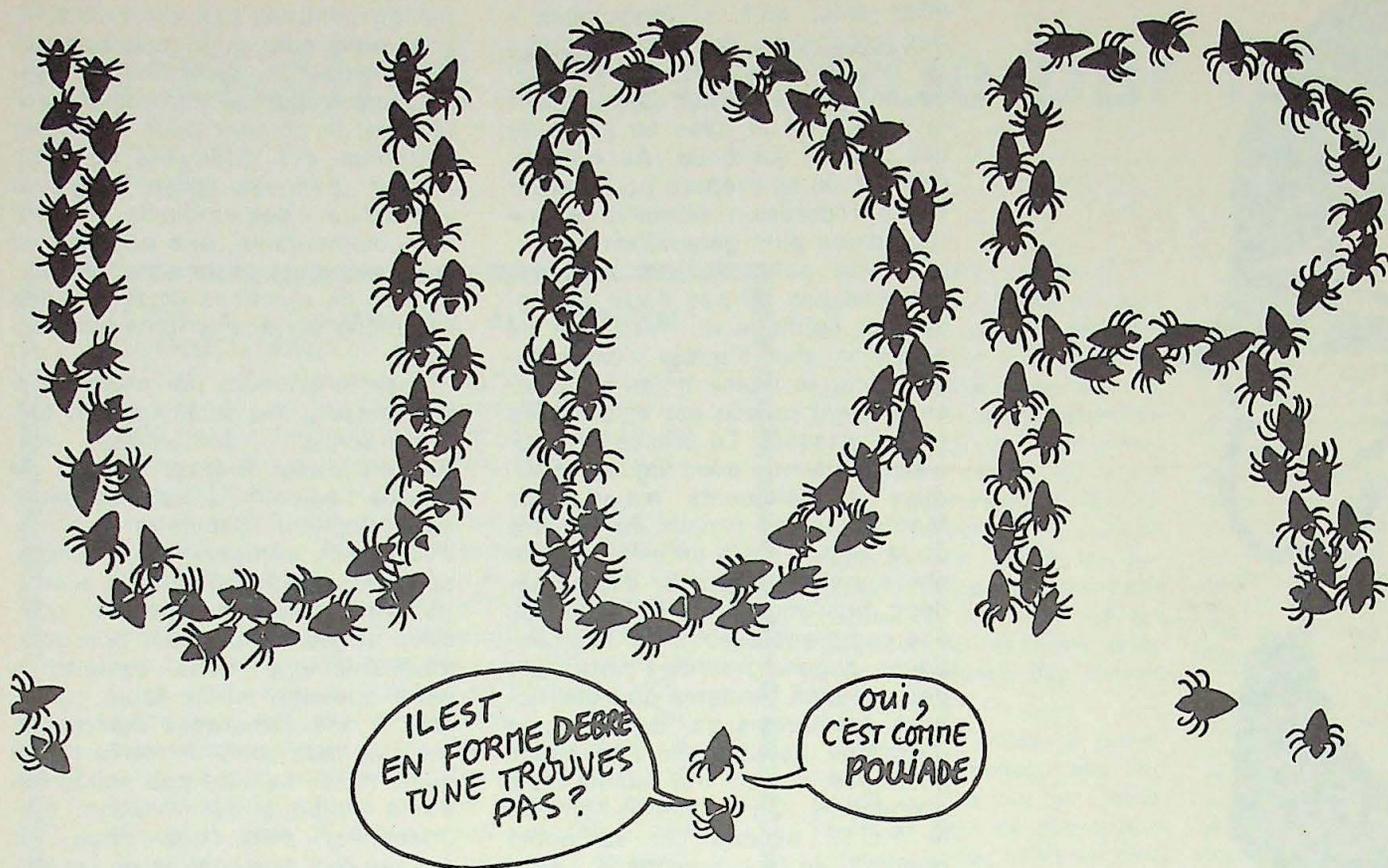
PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15

êtes-vous solidaires
de ceux qui soutiennent
les colonels Grecs ?



luttez contre le Pacte Atlantique
qui lie la France
à l'impérialisme américain

PSU 81 rue Mademoiselle-Paris 15



éditorial

Les ennemis de la liberté

Jean-Marie Vincent

Les successeurs du général de Gaulle, malgré les bilans optimistes qu'ils claironnent, sont inquiets et comme dirait « Le Monde » moroses. Rien ne leur réussit vraiment. Après les dernières élections présidentielles ils s'étaient déjà vus installés dans les délices de la stabilité retrouvée, et du changement dans la continuité. Ils croyaient bercer la majorité des Français avec la musique de la « nouvelle société », avec la chanson des « contrats de progrès ». Mais le patient ne s'est pas véritablement endormi, même s'il a quelquefois des moments de somnolence. Il réagit à la concentration capitaliste, aux réorganisations d'entreprises, à la déqualification, à la spéculation foncière, à l'asphyxie des transports urbains. Alors devant tous ces dangers potentiels, toutes ces promesses de contestation, on s'agite dans la mafia U.D.R.-centristes. Les uns décident que Chaban manque de poigne, d'autres qu'il faut faire des ouvertures qui donneraient une meilleure couverture comme dirait le charmant Chalandon. Mais tous sont unanimes à se soucier de la défense de leur République. Imaginez, quelle perte pour la France, si la pensée du président Pompidou ne planait plus majestueusement sur notre destinée, si les Jacques Baumel, les Robert Poujade, les André Fanton ne pouvaient plus sermonner les esprits non dociles ! Pensez, quel malheur, si on ne pouvait plus s'occuper tranquillement du téléphone, des autoroutes et de la défense nationale ! Perspective affreuse, destin inacceptable, extrémité redoutable : le sang de nos

barons se glace dans leurs veines à la simple évocation de ce cauchemar.

Heureusement qu'on peut toujours défendre « la liberté » et préparer un projet de loi destiné à renforcer l'activité de Marcellin. Il s'agit de couper tout ce qui dépasse, tout ce qui gêne la digestion de nos excellences. Que Georges Séguy et Eugène Descamps fassent attention, on les menace de les mettre en prison pour cinq ans, si les grévistes se défendent contre les C.R.S., si leurs militants veulent causer de trop près à des patrons obstinés. Que les paysans ne s'avisent plus d'occuper les préfectures, sinon on fera pleuvoir les amendes, etc. Admirons la finesse de la conception, la profondeur de cet amour de la liberté, la sollicitude pour le bien d'autrui ! On ne pouvait pas attendre mieux des hommes qui ont permis Charonne (1962), qui, aux dires des magistrats de ce pays, ont transformé la machine judiciaire de ce dernier en une sorte d'écurie invivable et les prisons en cages surpeuplées et sinistres. On ne pouvait espérer plus des profonds stratèges qui ont eux-mêmes préparé l'explosion de mai-juin 1968 par leur mépris des travailleurs, par leur stupidité policière et leur fatuité sans bornes. On ne pouvait souhaiter démonstration plus éclatante de cette incapacité bourgeoise à gouverner autrement que contre les masses, les exploités et les opprimés.

C'est ça leur liberté : la liberté des gredins et des rapaces du capitalisme à la sauvage », la tran-

quillité des « managers » de l'économie et de l'État, l'impunité des spéculateurs de la Villette ou du XIII^e arrondissement, la stabilité des fiefs électoraux des « jeunes loups » ou des « vieux caciques » de l'U.D.R. Elle se dévoile comme le contraire de la liberté du plus grand nombre, de la liberté réelle d'agir sur sa condition, de changer la vie et les rapports sociaux, de refuser les pseudo-fatalités héritées du passé. Leur liberté est l'opposé de la liberté de ceux qui ont toujours payé les dégâts, les dégâts des guerres, les dégâts infli-

gés à leur santé, à leurs espoirs et à leurs aspirations par un régime social parasitaire et dépassé.

Il est clair que cette politique de gardes-chiourme doit être combattue avec énergie, opiniâtreté et de toutes nos forces. Il ne peut être question de se résigner, de se dire que l'assemblée nationale la votera en tout état de cause et qu'après tout on regardera comment les choses se passeront par la suite. Non, le projet de loi doit être dénoncé par tous les moyens, ses implications fondamentales doivent être expliquées. Il faut montrer en particulier que c'est une des libertés les plus essentielles des travailleurs que n'ont à leur disposition ni l'O.R.T.F., ni la grande presse pour s'exprimer, qui est visée : à savoir la liberté de manifestation. Assez de cynisme, assez d'hypocrisie, ça suffit, telles doivent être nos réactions devant les assurances patelines des auteurs du projet scélérat qui affirment qu'ils ne veulent pas porter atteinte au droit de réunion et au droit de grève, ni aux libertés individuelles. Le projet de loi passera peut-être à l'assemblée malgré notre opposition, mais cela ne doit pas signifier la fin de notre combat. Pour les fossoyeurs de la liberté, il ne doit pas y avoir de répit.

Un front de lutte très large doit se créer pour contrer le pouvoir, pour mettre en question les hommes qui veulent imposer un nouveau carcan aux masses populaires, les Marcellin, les Pleven, et autres « grands humanistes ». Les divisions qui existent au sein du mouvement ouvrier ne peuvent pas ne doivent pas être une raison de découragement dans ces circonstances. Pour sa part le P.S.U. est prêt à toutes formes de concertation et d'action qui permettront de faire reculer les partisans de la répression. Il travaillera avec tous ceux qui sont prêts à ne pas plier le genou avant de s'être battus. □

MORVAN LEBESQUE

comment peut-on être BRETON ?

essai sur la démocratie française

« Quel formidable époussètement du régionalisme ! »
MAURICE CLAVEL

« Quelle puissance ! Quelle conviction dans la démonstration, quel style ! »
CLAUDE-FRANÇOIS JULLIEN

(LE NOUVEL OBSERVATEUR)

Collection "L'Histoire immédiate"
dirigée par Jean Lacouture - 18 F

SEUIL



politique intérieure

Le mouvement ouvrier face à la répression

Pierre Gautier

C'est vrai, nous ne sommes pas en régime fasciste. Nous ne sommes même pas en régime pré-fasciste. Le mouvement ouvrier jouit de moyens d'action légaux qui ne sont pas négligeables et il n'a en face de lui aucune organisation fasciste ou fascisante qui puisse représenter dans l'immédiat un danger notable. Les militants des organisations de gauche ou d'extrême gauche n'ont en général pas à craindre d'être agressés par des pogromistes ou des bandes contre-révolutionnaires.

La situation n'en est pourtant pas moins sérieuse, car l'Etat poursuit graduellement son œuvre de restriction des libertés publiques. Le régime Pompidou - Marcellin - Chaban, d'autant plus soucieux de manifester sa rigueur policière que son autorité morale n'est pas des plus grandes, recourt de plus en plus à la répression. Bien sûr, comme ce régime de « Raminagrobis » ne veut pas se mettre tout le monde à dos d'un seul coup, il procède par petites touches, de façon sélective. Des arrêtés douteux, contraires aux lois sur la liberté de la presse, permettent de harceler les vendeurs de journaux depuis plusieurs mois. Plus récem-

ment, on arrête le directeur d'une publication « la Cause du peuple » à partir d'une procédure et de considérants qui aboutissent à créer le délit d'opinion et pourront, bien entendu, être appliqués à d'autres. Une situation de même type se développe dans l'université (1). La vieille accusation d'atteinte au moral de l'armée tombée en désuétude depuis la fin de la guerre d'Algérie est reprise contre les colleurs d'affiches du Comité pour la libération des soldats emprisonnés.

Le couronnement de cette orientation est naturellement le projet de loi gouvernemental « les casseurs seront les payeurs » visant à faire endosser une responsabilité financière aux organisateurs et aux participants de manifestations interdites pour tous les dégâts qui pourraient être commis lors de leur déroulement. Certains journalistes ont aussitôt fait remarquer ce qu'avait d'exorbitant cette introduction dans la législation de la responsabilité collective. Mais il faut ajouter à cela que ce projet de loi ouvre un champ extraordinaire à l'action éventuelle de bandes d'extrême droite au sein des manifestations du mouvement ou-

vrier ainsi qu'à « l'indiscipline » des forces dites de l'ordre au cours de ces manifestations. A l'évidence, on doit se garder de minimiser la portée de la mise au point de cet arsenal juridique. Au gouvernement, on se prépare pour passer de la répression sélective à une répression plus généralisée.

De ce point de vue nous ne pouvons pas ne pas nous interroger sur l'attitude du P.C.F. sur ce problème des libertés démocratiques, car le moins qu'on en puisse dire est qu'elle est embrouillée et embarrassée. La presse communiste condamne avec vigueur quelques empiètements majeurs de Marcellin et les projets du ministre de la Justice, mais en même temps elle appelle à réprimer des « menées fascistes » dans lesquelles elle comprend aussi bien d'authentiques actions fascistes faites par des groupes fascistes que des actions entreprises par des groupes d'extrême gauche sur des bases politiques, il est vrai quelquefois discutables. On a l'impression que le P.C.F., obsédé par sa petite guerre avec le « gauchisme » tend à rendre les groupes responsables de la politique de Marcellin. Quel extraordinaire manque de jugement ! L'appareil d'Etat, c'est certain, utilise souvent comme prétexte de son intervention répressive telle ou telle action aventurée, telle ou telle rodomontade, mais il devrait être clair que les actions prises comme prétextes ne sont pas les raisons essentielles de l'intervention répressive.

Disons-le carrément, un régime bourgeois trouve toujours dans les actions du mouvement ouvrier, si

disconviendrons pas, mais nous ferons remarquer que, concrètement, rien ne permet aujourd'hui de parler d'une vague de terrorisme qu'utiliserait le pouvoir pour détourner l'attention des difficultés sociales. A part quelques actes isolés, la « violence » des étudiants, des petits commerçants, des paysans se présente surtout comme un ensemble de réactions limitées à des situations de plus en plus intolérables.

Il est à craindre par contre que la démesure des commentaires des porte-parole communistes employant à tout propos et hors de propos l'adjectif fasciste ne sème dans l'opinion populaire une extraordinaire confusion et ne conduise beaucoup de militants à accepter passivement la répression policière et judiciaire. C'est pourquoi, inlassablement, nous remettrons cette question sur le tapis en disant à nos camarades communistes que nous comprenons fort bien qu'ils ne se sentent pas solidaires de la politique des militants emprisonnés, mais que nous ne voyons pas pourquoi ils ne les défendraient pas contre la répression bourgeoise.

A notre sens, la bataille ne fait que commencer. Sans nier que la répression soit une face seulement de la politique de la bourgeoisie, nous devons tous prendre conscience qu'elle n'est pas le fruit des lubies de Marcellin ou de préfets désireux d'être bien notés. Les déclarations récentes de l'habile Duhamel, de l'ondoyant Edgar Faure en faveur de l'« autorité », bien que partisans de « l'ouverture » sont là pour nous le rappeler.



A.D.N.P.

justes soient-elles d'un point de vue révolutionnaire, si proches soient-elles des aspirations des masses, matière à réagir de façon répressive. En l'occurrence, ce n'est pas l'agitation de la « gauche prolétarienne » qui est le motif des arrestations actuelles ou du projet de loi scélérat sur la responsabilité collective, mais bien la volonté de fabriquer une belle muselière pour toutes les organisations ouvrières qui ne seraient pas assez raisonnables d'un point de vue bourgeois (2).

Nos camarades communistes nous rétorqueront sans doute que les actions aventurées ont tout de même pour effet de faciliter la besogne du pouvoir en fonction de l'indignation qu'elles suscitent dans de nombreux milieux. Sur un plan abstrait et général nous n'en

Le régime et les différents groupes qui le soutiennent, veulent embrasser de plus en plus de forces politiques au fur et à mesure que leurs assises sociales apparaissent instables. En même temps ils cherchent à étouffer l'expression de tous ceux qui peuvent d'une façon ou d'une autre mettre en lumière le caractère de classe de leur orientation. Nous ne pouvons compter ni sur leur « libéralisme », ni sur leur modération. Sauvons-nous nous-mêmes ! □

(1) Typique à cet égard est la mesure prise par M. Guichard contre Judith Miller, assistante à Vincennes, pour des opinions exprimées dans une interview à l'« Express ».

(2) A ce propos la déclaration de Robert Ballanger sur la « dépolitisation » des fonctions de président de la République, atténuée quelque peu par la suite, est nous voulons le croire un faux pas.

La réalité triste, vue par M. Debré

Jules Praha

CITES A COMPARAITRE AU TRIBUNAL CORRECTIONNEL :

Trois militants ouvriers syndiqués C.G.T. de Vernon ont été interpellés le 28 janvier 1970 pour avoir collé des affiches exigeant la libération des soldats Devaux, Hervé, Trouilleux et Divet.

Le 3 avril il leur a été donné une « citation à comparaître » le 30 avril prochain à Evreux devant le tribunal correctionnel pour avoir apposé ces affiches « contenant notamment les phrases suivantes : « Parce qu'ils ont refusé l'abrutissement, les brimades, l'injustice... » et « en osant s'élever contre les brimades infligées aux hommes de troupes... » et « les jeunes travailleurs et étudiants prendront la défense des soldats emprisonnés », affiches qui dans leur intitulé et dans leur texte constituent le délit de provocation adressé à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires ».

Ces militants sont :

— Jack Houdet, 45 ans, ajusteur, ancien secrétaire de l'Union locale C.G.T. de Vernon et du Conseil syndical du L.R.B.A.

— Dominique Rousseau, 19 ans, tourneur, membre du Conseil syndical C.G.T. du L.R.B.A.

— Floréal Ordennez-Auriolès, 19 ans, tourneur, militant C.G.T. à la SAMM, à Vernon.

Le 1^{er} avril, sur ordre de Michel Debré, les deux camarades du L.R.B.A. ont été suspendus de leur travail jusqu'au procès avec demi-salaire.

CEUX QUI, AUJOURD'HUI, ACCEPTERAIENT DE SE TAIRE FACE A CETTE AGRESSION, EN SERAIENT DEMAIN EUX-MEMES LES VICTIMES.

Le gouvernement n'attaque pas de front : il isole, divise, avant de frapper. A Vernon, en condamnant trois militants ouvriers de la C.G.T., il veut faire un test : il faut riposter immédiatement, massivement, et dans l'unité d'action de tous les démocrates, socialistes, communistes, révolutionnaires, pour faire échec à cette politique.

C'EST LE TEXTE DES AFFICHES QUI « CONSTITUE LE DELIT » :

Que le gouvernement fasse donc passer dès maintenant en jugement s'il l'ose, ceux qui ont signé ce texte et qui ont mené, organisé la campagne pour la libération des soldats Devaux, Hervé, Trouilleux, pour le droit d'expression politique à l'armée.

Car les auteurs de ce texte qui est un « délit » sont connus : ils s'appellent : J.-P. Sartre, Simone de Beauvoir, Michel Rocard, Alain Krivine, Laurent Schwartz, Maurice Labi, Bernard Herzberg et bien d'autres encore.

A Vernon, les U.L. C.G.T. et C.F.D.T. soutiennent la campagne du Comité national pour la libération des soldats emprisonnés. Que le gouvernement ose donc inculper tous les responsables de ces syndicats !

NOUS DEVONS FAIRE FACE POUR IMPOSER LE DROIT A LA PAROLE. ORGANISONS PARTOUT LA RIPOSTE : NOUS DEVONS FAIRE RECULER LE POUVOIR EN MULTIPLIANT LES INITIATIVES UNITAIRES (réunions d'information, communiqués, affichages, meetings publics, manifestations, collectes de solidarité).

Trois militants ouvriers, militants C.G.T. ont été inculpés parce qu'ils collaient des affiches du comité pour la libération des soldats emprisonnés, intitulées : « L'armée emprisonne ». Ces affiches contiennent les phrases « Parce qu'ils ont refusé l'abrutissement, les brimades, l'injustice... », et, « En osant s'élever contre les brimades infligées aux hommes de troupes... », et, « Les jeunes travailleurs et étudiants prendront la défense des soldats emprisonnés ».

Selon la « citation à prévenir », « ces affiches, dans leur intitulé et dans leur texte constituent le délit de provocation adressée à des militaires dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires. »

L'absurdité de cette inculpation est évidente. Pourquoi brutalement ces trois militants ouvriers ont-ils été arrêtés, alors que l'affiche a figuré sur tous les murs de Paris depuis plusieurs mois, et que c'est justement le texte de l'affiche qui est mis en cause ?

C'est pour cela que je ris quand je vois M. Debré inviter les cadres de l'armée à faire preuve « d'initiative et d'imagination » pour « rénover » l'institution militaire. C'est pour compléter et préciser le règlement de discipline générale de 1966, que M. Debré a envoyé ce document. En fait il s'agit de recommandations psychologiques, mais le contenu n'est pas modifié.

Si nous l'avions oublié, il nous est rappelé à quoi sert l'armée : à faire et à préparer la guerre. « La formation des personnels militaires doit être dominée par le souci de leur procurer les raisons dont ils ont besoin : en temps de guerre, pour que le sacrifice consenti soit à l'origine d'un engagement personnel où l'initiative l'emporte sur la résignation ; en temps de paix, pour que le temps consacré à l'entraînement et à la préparation de l'acte de guerre soit dans sa totalité considéré comme employé efficacement et même comme générateur pour chacun d'un enrichissement. » L'idée de nation française a toujours été importante pour M. Debré, la circulaire diffusée en exprime quelques caractéristiques. On se fonde sur l'organisation, l'information et la participation.

L'organisation et la formation sont assorties de recommandations vagues, et tant que le contenu n'est pas davantage défini, tant que des droits ne sont pas accordés aux militaires du contingent on ne peut croire que les officiers deviendront de gentils organisateurs parce que M. Debré leur aura dit : « Rien de profitable ne se fera dans les foyers de soldats et les clubs de loisirs si les cadres ne s'engagent pas eux-mêmes par une action libérale et désintéressée. »

De toute manière, les officiers, M. Debré les rassure vite, car si la participation nécessite « le respect des opinions », et « l'établissement d'un dialogue spontané et constructif entre échelons successifs » il est bien évident que « la décision n'appartient qu'au

chef ». Et les chefs devront multiplier la tournée des popotes, car « ce faisant ils apporteront à la formation des jeunes une contribution exceptionnelle en faisant disparaître un des vices du système militaire ; la présentation à laquelle on a consacré des jours pour masquer une réalité quotidienne autrement triste. »

Messieurs du gouvernement, cessez de pleurer qui, sur la culture, qui, sur les jeunes, qui, sur l'armée. Quant à nous, c'est la colère qui nous prend de savoir que trois camarades de Vernon viennent d'être inculpés, que vous avez la possibilité de faire de la publicité dans les journaux de jeunes où vous avez la prétention de leur dire « la marine nationale fera de vous des techniciens qualifiés. » □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

Rappel des numéros disponibles :

- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.
- 10-11 - Histoire du P.C.F.
- N° 12 - La lutte du peuple palestinien et la question du Moyen-Orient.

Le numéro simple : 1 F

Le numéro double : 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

P.S.U. DOCUMENTATION

N° 8/9

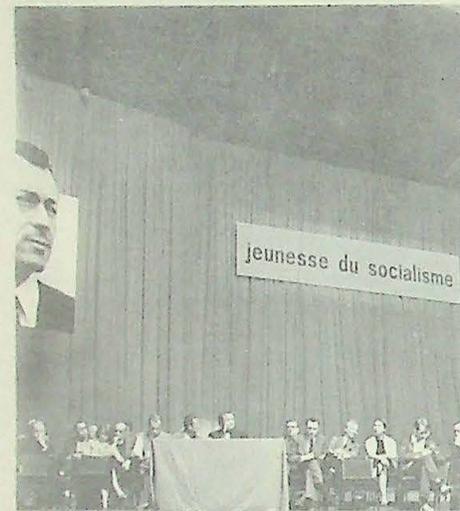
Histoire du P.S.U.

Prix : F 2,00

En vente à Tribune Socialiste



Collombert



A.F.P.

En lisant la « Nouvelle Critique »

Lucien Saintonge

Depuis quelque temps, **Tribune Socialiste** accepte dans ses colonnes des annonces publicitaires pour la **Nouvelle Critique**, revue publiée par le Parti communiste français. On le sait, la publicité n'implique aucune espèce de volonté de recommandation d'achat de la part de la rédaction du journal. Et pourtant, en ce qui concerne le dernier numéro de la **Nouvelle Critique**, il faut dire qu'il mérite réellement d'être lu.

Il contient en effet trois articles sur le P.S.U., qui valent leur pesant de faucilles et de marteaux, et qui illustrent une nouvelle fois les pratiques habituelles de sectarisme, d'amalgame et de déformation systématique de la réalité, chères aux analystes du P.C.F.

François Hincker étudie la naissance de l'histoire du P.S.U. Gratuitement, scandaleusement, il ose dès l'abord situer le P.S.U. dans la tradition que représentèrent à la S.F.I.O. les traîtres Déat et Marquet, dont on sait qu'ils sont connus surtout pour leur adhésion au fascisme. Croit-il améliorer le tableau en y ajoutant des références à Louis Vallon ou à Pierre Le Brun ? Cela est tellement gros que, soyons-en sûrs, les militants du P.S.U. ne seront pas les seuls

à prendre finalement le parti de rire devant ces sottises. De même ne seront-ils pas seuls à s'interroger, en rencontrant certains de nos camarades qui furent des « non-trotskistes de la nouvelle gauche » et sont aujourd'hui militants, voire dirigeants du P.S.U., et en apprenant par la **N.C.** qu'ils ont quitté le parti entre 1960 et 1967... François Hincker a par ailleurs une façon de faire « parler » les statistiques que seuls des dirigeants du C.N.P.F. pourraient lui disputer : ainsi cette manière de regrouper ouvriers, employés et instituteurs ; les paysans n'appartiendraient-ils jamais aux couches populaires, non plus que les professeurs ?

Jacques de Bonis, noblement, va il est vrai plus loin encore dans l'analyse « scientifique » à propos d'une étude portant (c'est du moins son titre) sur « le P.S.U., l'Etat et la révolution ». Passons sur la puérité qui consiste pour le camarade de Bonis à s'étonner tout de bon que le P.S.U. n'ait pas encore compris que seules les analyses du P.C.F. sont conformes à la théorie marxiste. Camarade de Bonis, nous n'avons aucune leçon de marxisme à recevoir de la **Nouvelle Critique**, et si nous n'adoptons pas une stratégie antimonopoliste, ne t'y trompe pas, c'est bien d'une divergence entre vous et nous qu'il s'agit, alors au lieu de faire semblant de t'en apercevoir au détour d'une phrase, peut-être serait-il désormais plus utile de porter le débat au fond...

Cela n'était évidemment pas le propos de l'auteur cette fois-ci, la seule visée étant de prouver que le P.S.U. ne présentait qu'« une mouture technocratique du socialisme ». Ainsi, lorsque le P.S.U. tente de mettre à jour les contradictions existant entre le grand capitalisme « moderniste » et la petite bourgeoisie poujadisante, de Bonis croit logique d'en déduire que cela traduit une tendresse du P.S.U. à l'égard du grand capital ! On croit rêver... Des exemples de ce type pourraient être pris dans chaque paragraphe de cette agression mal menée. Ainsi, lorsqu'à propos d'un texte où Manuel Briedier montrait l'influence des groupes d'intérêts marginaux dans le système capitaliste, de Bonis poursuit tranquillement : « On reste rêveur devant les responsabilités décisives des viticulteurs et des betteraviers dans le déclenchement de la guerre impérialiste de 1914-18... » Encore une fois, camarade, soyons sérieux. Si, au lieu de faire dire aux textes ce qu'à l'évidence ils ne veulent pas dire, on discutait sur les analyses effectivement faites, cela ne ferait-il pas mieux progresser le débat ?

A ce point de vue, il faut craindre que les collaborateurs de la

N.C. aient un sérieux effort à faire, puisque Jean Rony manie exactement la même méthode que de Bonis. Un exemple parmi d'autres : Rony note que le P.S.U. a reproché au Parti socialiste et à la Convention d'être représentés à l'Amicale parlementaire des petites et moyennes entreprises. Rony sait bien, et il l'écrit que « bien entendu » aucun parlementaire communiste n'appartient non plus à cette Amicale. Serait-ce que nous serions d'accord sur ce point précis ? Que non, car explique Rony sans sourciller, « tout prouve que l'hostilité que lui voue le P.S.U. (à l'Amicale en question) procède d'une analyse qui ne désigne pas le capitalisme de monopole comme l'adversaire à isoler et à abattre ». « Tout prouve » : quoi exactement ? Bien sûr, Rony (à court d'argument ?) ne nous le révèle point.

Mais au fond peut-être convient-il de ne pas trop se formaliser de cette attaque un peu basse. A la fin de son article, en effet, Rony vend la mèche. S'il était tellement désireux de montrer que le P.S.U. était avant tout un parti recrutant chez les cadres (et s'il a vraiment tout fait pour cela), c'était uniquement pour conclure que malgré tout, « reste que, dans ces milieux, le P.S.U. a mordu et qu'après onze ans d'existence, il a déjà pour lui une certaine durée ». Et, du coup, Rony veut surtout tirer une sonnette d'alarme pour... le **Parti socialiste**. Il tient absolument en effet, le malheureux Rony, à ce que l'allié privilégié social-démocrate comprenne que les progrès du P.S.U. ne sont pas accidentels, et s'améliore enfin lui-même, abandonnant à jamais les sirènes du centrisme. Autrement dit, tout en notant que la conclusion de l'étude faite du P.S.U. un parti social-démocrate de gauche (après tout c'est une injure sans doute moins grave que les précédentes, de gaullisme et de technocratisme), il convient que nous comprenions : tout cela ne nous était pas directement adressé. Alors, tranquillement, continuons notre combat, et laissons ces messieurs, communistes et sociaux-démocrates, à leur débat... idéologique. □

critique socialiste



Revue théorique du Parti Socialiste Unifié.
Le N° 1, mars-avril 70, vient de paraître.
En vente à « Editions Syros »,
54, boulevard Garibaldi, Paris.
C.C.P. 19.706.28.

- L'exemplaire : 5,00 F.
- Abonnement : 6 numéros 24,00 F.

TRIBUNE SOCIALISTE

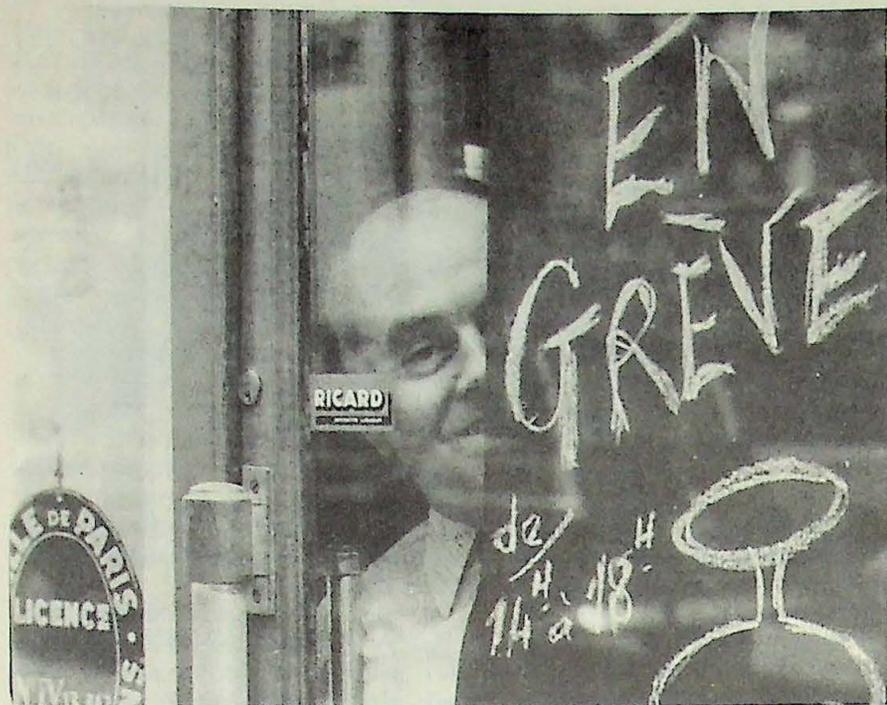
Abonnements

6 mois 22 F

1 an 43 F

Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65



Agip

A.F.P.

WIE

économique

Petits commerçants et socialisme

Christian Leucate

● Si les conflits politiques et sociaux du secteur commercial témoignent de l'acuité de la crise actuelle du capitalisme français, on ne peut globalement les assimiler à une lutte entre classes.

En effet, quelles que soient leurs formes propres d'organisation, les activités commerciales ont une fonction et des intérêts indissociables du mode de production dominant dont elles représentent le prolongement nécessaire dans le domaine de la circulation des marchandises.

Aussi, ne peut-on parler simplement d'une « prolétarianisation » des petits commerçants. En fait, le secteur de la distribution mêle de façon complexe plusieurs types de contradictions :

1) Une contradiction de classes : celle qui oppose dans le secteur commercial les salariés du commerce à leurs patrons. Cette

catégorie de travailleurs connaît, aussi bien dans le petit commerce que dans les grands magasins, des conditions de travail et de rémunération qui la placent dans une situation d'exploitation à plus d'un égard comparable à celle des ouvriers du secteur productif.

2) Une contradiction entre modes de production. Le petit commerce regroupe des activités de pure distribution et des activités productives subsidiaires. Une frange non négligeable de ce secteur a même une vocation essentiellement artisanale et ne pratique le salariat que sur une échelle limitée : il s'agit, dans cette mesure, d'une survie d'un mode de production précapitaliste. Le conflit qui l'oppose à la production industrialisée et au capitalisme commercial est d'une nature voisine de celui existant dans le secteur agricole entre

Avec l'arrestation de Gérard Nicoud, les rapports entre le mouvement commerçant et le pouvoir entrent dans une phase nouvelle.

Certes, pour l'ensemble, les revendications des petits commerçants ne semblent guère se dégager d'un cadre étroitement corporatiste. Mais la violence prise par leur affrontement avec le pouvoir témoigne au moins d'un affaiblissement sensible de la base politique du régime.

Même à l'égard d'une clientèle qui mérite pourtant toute sa sollicitude électorale, il est désormais incapable d'apporter une autre réponse que celle qu'il oppose depuis longtemps à l'ensemble des travailleurs : un grossier mélange de démagogie et de répression.

Le P.S.U. dénonce ce nouveau pas franchi dans la généralisation des méthodes policières de gouvernement et ne saurait rester indifférent à l'ampleur prise par le mouvement revendicatif des commerçants et artisans. Cependant, sa pratique à l'égard de celui-ci, appelle une analyse cohérente de l'évolution du capitalisme français et de ses contradictions.

L'article ci-dessous ne prétend pas fixer une politique globale dans ce domaine, mais devrait permettre que s'ouvre le débat et que progresse la réflexion (1).

l'exploitation familiale et l'organisation capitaliste de la production et de la commercialisation.

3) Une contradiction entre formes d'organisation capitaliste. A titre principal, la concurrence entre le commerce traditionnel et le grand commerce s'analyse cependant comme un conflit secondaire qui oppose des couches sociales appartenant toutes deux à la classe possédante, mais représentatives de formes d'organisation plus ou moins avancées du capitalisme.

Victimes du capitalisme

● En ce sens, la crise actuelle qui fait d'un nombre important de petits commerçants des victimes

de l'évolution capitaliste, est caractéristique des difficultés internes de la bourgeoisie française dans une phase de transition entre un capitalisme traditionnel et protectionniste et le capitalisme de monopole. Avec l'intensification de la concurrence économique entre les grandes puissances capitalistes, la circulation du capital et le maintien du taux de profit sont directement tributaires de la rapidité d'écoulement d'une masse croissante de marchandises, indispensable à la réalisation de la plus-value sous sa forme monétaire. C'est pourquoi la « société de consommation » se caractérise par le développement parasitaire de l'appareil commercial et par l'ap-

partition, aux côtés des formes traditionnelles de distribution de modes nouveaux d'organisation commerciale : les entreprises industrielles tendent à développer des réseaux propres de commercialisation. Le capital commercial, celui qui est exclusivement investi dans les activités de distribution, tend à s'organiser lui-même selon les formes caractéristiques du capitalisme de monopole et vient concurrencer à proximité du consommateur les formes traditionnelles du commerce de détail. Enfin, la séparation entre capital commercial et capital industriel tend à s'estomper au niveau des groupes financiers qui assurent l'intégration des divers types de spéculation capitaliste.

Dans un premier temps, les consommateurs ont partiellement bénéficié de cette modernisation de la distribution et de la politique de « cassage » des prix pratiquée par le grand commerce. Mais, à terme, la rivalité des grandes firmes conduit moins à l'amélioration des produits ou à l'abaissement des prix qu'à une surenchère au niveau des dépenses improductives liées à la commercialisation.

Par ailleurs, la concurrence commerciale tend moins à la disparition pure et simple du petit commerce qu'à un partage du marché conforme aux intérêts du commerce monopoliste. Les besoins de l'économie capitaliste n'excluent pas que la partie la moins retardataire du petit commerce puisse trouver les moyens techniques et financiers de son adaptation, voire d'une intégration plus ou moins complète au capitalisme commercial. En outre, la survie d'un important secteur commercial à rentabilité médiocre est, pour le grand commerce, la plus sûre garantie de réalisation de marges largement supérieures au taux de profit moyen. En position de force face à l'industrie qui a besoin de lui pour la circulation des marchandises, du petit commerce qu'il peut en permanence menacer d'une baisse de prix, du consommateur à qui il impose ses conditions, le grand commerce s'assure ainsi une part de choix dans la répartition de la plus-value.

● Au niveau politique, l'Etat bourgeois confronté à ces contradictions du secteur commercial ne peut simplement « faire la politique des monopoles » : prisonnier des contradictions propres à la bourgeoisie et de son assise sociale largement représentative des couches moyennes, il doit plutôt, face à la montée des revendications et des luttes de la classe ouvrière, chercher à tempérer les conflits internes à la bourgeoisie. Sur le plan de l'organisation commerciale, le gouvernement tente ainsi de concilier l'encouragement des formes commerciales de type monopoliste et un protectionnisme à l'égard des couches sociales liées à des modes archaïques d'organisation économique. En outre, afin d'éviter que les éléments les plus directement menacés par l'évo-

lution du capitalisme ne puissent prendre conscience du rapprochement de leurs intérêts d'avec ceux de la classe ouvrière, l'ensemble des aides accordées au petit commerce contribue plus à accuser son particularisme à l'égard de l'ensemble des travailleurs qu'à lui permettre vraiment de résoudre ses problèmes et tend à l'enfermer dans des réflexes de défense corporative et de refus petit-bourgeois du déclassement.

Le régime fiscal et légal du petit commerce est ainsi plus l'addition de compromis politiques et d'injustices sociales que d'une politique cohérente à l'égard de ce secteur. Nombre de mesures, prises à l'origine dans un souci de protection, apparaissent dans la crise actuelle comme des privilèges illusoire ou comme des dérogations injustifiées sources de graves distorsions économiques et sociales.

Ainsi, la T.V.A. favorise les commerces concentrés qui peuvent procéder à des déductions financières importantes. En outre, le rôle de collecteur d'impôt auquel les condamne le système, la pesée indifférenciée exercée sur la consommation sont largement dénoncés par les petits commerçants. Mais en même temps, les différents régimes dérogatoires, exonération ou forfait, qui leur ont été accordés aboutissent à créer des privilèges certains marginaux, mais dont le coût est finalement supporté par les travailleurs.

De même, la tolérance à l'égard de la fraude en matière d'impôt sur le revenu est source de graves inégalités, non seulement entre les travailleurs et les entrepreneurs individuels, mais aussi parmi ceux-ci suivant les possibilités plus ou moins grandes d'évasion fiscale. En cette matière, le pouvoir cherche visiblement à accroître l'isolement de cette catégorie sociale et à la condamner à des revendications de caractère poujadiste l'opposant aux travailleurs salariés.

De même en matière de Sécurité sociale, le pouvoir a préféré institutionnaliser le particularisme, pratiquer une politique d'amalgame entre professions libérales et commerçants plutôt que de satisfaire les revendications nouvelles développées par les éléments les plus avancés du mouvement commerçant en faveur d'une intégration immédiate au régime général de Sécurité sociale des salariés.

Les conditions d'une alliance

La conjonction dans le temps de la généralisation de la T.V.A., de l'augmentation des patentes et des cotisations de retraites, de la création de l'assurance maladie obligatoire est à l'origine de l'explosion revendicative actuelle.

Dans ce conflit entre les mouvements commerçants et le pouvoir d'Etat, le courant socialiste ne peut en aucun cas soutenir cel-

les des luttes et des revendications qui représentent la défense des intérêts de classe du petit commerce et tendent concrètement à préserver ou à obtenir des avantages fiscaux, financiers ou économiques aux dépens des travailleurs salariés.

C'est pourquoi il ne saurait se rallier à une politique de type « Front des forces antimonopolistes » qui amalgameraient des revendications partielles et contradictoires dans leur nature de classe, sans déboucher clairement sur la recherche d'actions et de solutions de caractère socialiste. Le plus ou moins grand degré de violence des manifestations des petits commerçants ou leur attitude plus ou moins clairement antigouvernementale ne sont pas plus des critères déterminants dans la définition des positions du parti.

En revanche, il importe de déterminer et de soutenir tout ce qui peut dénoter une prise de conscience politique de type anticapitaliste de la part d'un certain nombre de petits commerçants. En effet, la gravité de ses contradictions actuelles menace déjà la cohésion du bloc au pouvoir. La possibilité d'un ralliement de la partie des « classes moyennes » la plus directement menacée par cette évolution, au combat du mouvement ouvrier n'est donc pas à exclure. Il appartient au courant socialiste de contribuer à une formulation des revendications du petit commerce qui assure leur convergence avec le combat mené par la classe ouvrière et développer auprès des couches sociales concernées une explication politique globale tendant à démontrer que :

1) Les mécanismes mêmes du système capitaliste les condamnent à terme et ne leur offrent aucune perspective de conversion ;

2) La seule issue n'est donc pas dans la recherche d'un nouveau protectionnisme, mais dans le combat mené en commun avec les travailleurs pour l'instauration d'un mode de production et d'une société socialistes.

Dans cette perspective, le parti devra être attentif au développement de toutes les revendications

du mouvement commerçant qui traduisent une évolution des comportements politiques et sociaux de cette couche sociale et qui au lieu de consacrer son particularisme expriment l'acceptation d'un statut social proche de celui des travailleurs salariés : intégration au régime général de Sécurité sociale, assimilation fiscale sur la base d'un « salaire fiscal » basé sur les revenus réels... De même, il favorise la recherche par les commerçants de solutions économiques à court ou moyen terme, traduisant un refus concret de la logique du développement capitaliste dans le secteur de la distribution : formules coopératives, recherche de liens directs avec les organisations agricoles, etc.

A plus long terme, il doit être capable d'apporter une réponse aux problèmes posés par le secteur de la distribution dans une société de transition vers le socialisme. La socialisation des moyens de production implique, sans aucun doute, une socialisation des moyens d'échange qui rende impossible la reconstitution d'une classe sociale aux intérêts spécifiques se développant aux dépens de l'économie socialiste.

Il reste que le commerce est, avec l'agriculture, l'un des secteurs où l'inégalité de développement des forces productives impose des formes diversifiées d'organisation collective. Aux côtés d'un puissant secteur socialiste recueillant l'héritage du commerce monopoliste, des formes intermédiaires de coopération pourraient assurer l'intégration progressive du petit commerce, des activités artisanales et des services personnalisés.

En effet, il ne s'agit pas de condamner au nom du socialisme des individus ou des couches sociales menacés dans leurs conditions d'existence par le développement du capitalisme, mais de leur offrir des moyens réels d'adaptation professionnelle et sociale, et de leur permettre ainsi de jouer leur rôle dans la construction d'une société socialiste. □

(1) Une version plus approfondie de ce texte sera disponible sous forme de « P.S.U.-Documentation » (n° 13).





Lénine vivant

Jean-Marie Vincent

Il y a cent ans naissait Lénine. Cet anniversaire ne risque pas de passer inaperçu. Un peu partout dans le monde des flots de paroles et d'écrits vont se répandre à l'occasion de cette commémoration. Mais il en est peu qui rendront vraiment justice à l'homme et à son œuvre, car ce n'est pas en couvrant Lénine de louanges, en le transformant en une sorte de pape infaillible que l'on peut établir un contact fructueux avec son action et son élaboration théorique. Si l'on se rapporte, par exemple, à la biographie publiée par les éditions en langues étrangères de Moscou, on en retire l'impression que Lénine a volé de victoires en victoires dès qu'il a commencé à militer dans la social-démocratie russe et que chacun de ses écrits apportait une contribution définitive, indépassable au marxisme. Déjà, Staline, au début des années 1920, nous assurait que le léninisme était le marxisme de la période de l'impérialisme et de la révolution socialiste, comme si le marxisme, en tant qu'expression théorique du mouvement ouvrier, pouvait se réduire aux travaux d'un seul homme, si grand soit-il, comme si, sur des problèmes essentiels (impérialisme, activité des masses dans la révolution), on pouvait se passer des écrits de Trotsky, de Rosa Luxemburg ou de Gramsci pour ne parler que d'eux.

De façon anticipée (en 1917 dans « l'Etat et la révolution »), Lénine avait d'ailleurs lui-même mis en garde contre une telle canonisation et, dans cet esprit, il nous paraît indispensable de poser des questions, de nous interroger sur son apport à la transformation révolutionnaire de la société capitaliste et sur les problèmes qu'il a laissés non résolus. Pour cela rien ne nous paraît plus significatif que de confronter son œuvre la plus audacieuse « l'Etat et la révolution » et sa pratique de dirigeant de la révolution d'Octobre, puis de dirigeant du premier Etat prolétarien.

Le pouvoir et les masses

Dans « l'Etat et la révolution » la préoccupation de Lénine, son thème central sans éclairer sous de nouveaux aspects, était de mettre fin à la sépa-

ration entre le pouvoir et les masses ouvrières et de substituer à l'Etat bourgeois un Etat de démocratie directe en voie de dépérissement. Conformément aux conceptions déjà développées par Marx, pour lui la dictature du prolétariat signifiait extension maximale de la démocratie pour les travailleurs et pour tous ceux que le capitalisme opprimait. Les premiers mois du pouvoir soviétique s'orientèrent dans une large mesure selon cette perspective, mais, très vite, la pratique du parti communiste s'écarta du chemin pris de prime abord. En raison de la guerre civile, les soviets et les comités d'usine, instruments essentiels de construction du nouvel Etat, dépérirent et le parti assumait de plus en plus leurs fonctions pour faire face à toutes les difficultés rencontrées. Aux yeux de Lénine, tout cela devait être provisoire, limité à la période des affrontements armés avec les blancs et les diverses nuances de la réaction bourgeoise, mais il n'en fut rien. Une fois la contre-révolution battue, les bolcheviques durent se rendre compte que les tendances centrifuges n'avaient fait que s'accroître, que la paysannerie tendait à se replier sur des propriétés récemment acquises et se montrait farouchement hostile au système des réquisitions, que la classe ouvrière, durement éprouvée par la destruction de l'industrie et un exode forcé vers les campagnes, se révélait incapable d'exercer de façon continue et systématique son contrôle sur la vie sociale. Seule la petite élite bolchevique composée d'intellectuels et d'ouvriers avancés intégrés à l'appareil d'Etat cherchait à maintenir une orientation socialiste et s'opposait à la dispersion anarchique de la société nouvelle, voire à sa dissolution. Mais pour reprendre une expression très souvent employée par Lénine, elle n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan, une sorte d'îlot assiégé, non par des ennemis consciemment décidés à sa disparition, mais par les vagues de la faim, du désespoir, de l'ignorance, de l'inculture et du laisser-aller. Il lui fallait survivre et, en même temps, préserver intactes ses capacités de dialogue avec les masses pour reprendre dans des circonstances plus favorables la construction du socialisme et la poursuite du dépérissement de l'Etat.

La N.E.P. et ses conséquences

Pour réussir une telle opération, la première condition était de faire repartir la production agricole et industrielle afin de satisfaire tant bien que mal les besoins les plus pressants. Ecartant la solution de la militarisation du travail vers laquelle inclinaient Trotsky et Boukharine, il préconisa et finit par imposer la N.E.P. (nouvelle politique économique) qui consistait à faire d'importantes concessions au capitalisme (liberté partielle du commerce, bails à des entrepreneurs privés dans l'industrie légère, concessions à des capitalistes étrangers dans l'industrie lourde, remplacement des réquisitions par un impôt en nature dans les campagnes). Lénine était conscient des dangers que comportait cette retraite générale, cette revanche provisoire du vieux monde, mais justement il était partisan de repartir simultanément à l'offensive sur le plan politique et d'amener graduellement le maximum de travailleurs à contrôler l'Etat. Dans ce but il insista avec véhémence pour que le pouvoir se préoccupe d'élever le niveau culturel de la classe ouvrière et son esprit d'initiative. Pour lui, le relèvement de la production n'avait de sens pour la construction du socialisme que s'il était perçu comme un moyen et non comme une fin, comme la condition nécessaire, mais non suffisante du rétablissement de l'hégémonie du prolétariat sur la société.

Tout cela explique que très tôt après l'instauration de la N.E.P. Lénine se soit inquiété des tendances à la bureaucratisation de l'Etat et du parti. Lui qui, déjà en 1919, considérait l'Etat issu de la révolution d'Octobre comme un « Etat ouvrier et paysan à déformation bureaucratique », fit des critiques de plus en plus violentes contre les appareils à partir de 1922. A plusieurs reprises il indiqua que seul le sommet de l'appareil d'Etat pouvait être considéré comme véritablement dévoué à la cause du socialisme et du communisme et que dans ses forces essentielles il représentait une restauration de la bureaucratie tsariste ou bourgeoise. Les communistes croyaient diriger alors qu'en fait ils étaient dirigés

par le poids mort de cette machine tentaculaire, faisait-il observer. C'est pourquoi il consacra les derniers mois de sa vie à préparer une attaque générale contre la bureaucratie du parti et de l'Etat dont le coup d'envoi devait être donné au 12^e congrès du P.C. de l'Union soviétique. La mort l'empêcha de mener cette nouvelle bataille, mais ses derniers écrits (publiés ou posthumes) montrent qu'il cherchait à faire une sorte de révolution dans la révolution : destitution de Staline, transformation à peu près complète du comité central, soutien à l'opposition communiste géorgienne contre le russificateur Ordjonikidze, condamnation de l'arbitraire policier de Dzerjinski, réforme du Gosplan (organisme central de planification), campagne pour la coopération de production dans les campagnes, aide à l'activité révolutionnaire en Orient (Chine, Indes). Il avait certainement conscience que les périls pour la Russie soviétique étaient grands et que l'« Etat bourgeois sans bourgeoisie » qu'il dirigeait pouvait engendrer un régime bureaucratique conservateur ouvert à toutes les pressions, nationales et internationales, du monde bourgeois, mais sa grandeur éclate justement dans le fait qu'il était prêt à remettre lui-même en question des aspects très importants de sa politique passée.

Les véritables héritiers de Lénine

Ses successeurs à la tête de l'Union soviétique, en refusant de voir comme lui que la révolution d'Octobre était inachevée, qu'elle n'avait pas mis fin à la séparation entre pouvoir et masses, qu'elle n'avait pas, de ce fait, détruit complètement l'Etat bourgeois-tsariste, se sont fait les instruments d'un processus graduel de restauration de l'ordre ancien, bien que sous des formes nouvelles. Sans doute ont-ils maintenu et même développé la propriété collective, mais sans le contenu qui pouvait la vivifier : la gestion ouvrière, la démocratie prolétarienne. Sans doute ont-ils dû affronter les grandes puissances impérialistes, mais ils ne l'ont fait que dans les limites d'affrontements diplomatico-militaires en subordonnant l'Internationale communiste à leur prétendu socialisme. Sans doute ont-ils repris beaucoup des orientations de Lénine, mais celles qui étaient les plus directement liées aux circonstances et les moins propres à développer le socialisme : le principe de la direction unique et personnelle dans les entreprises, l'imitation des méthodes capitalistes d'organisation, etc. Ils n'ont fait que gérer et exprimer sans la surmonter la double crise qui secouait l'Union soviétique et le monde, la crise profonde du capitalisme et de l'impérialisme, la crise relative du mouvement ouvrier face à ses tâches révolutionnaires.

Le Lénine vivant n'a rien à voir avec cela. Il est le grand stratège qui comprit qu'on pouvait abattre le capitalisme dans son point le plus faible pour accélérer sa crise et étendre la contagion révolutionnaire. C'est le Lénine qui ne s'est jamais laissé griser par le vertige du succès. C'est le Lénine qui peut dialoguer avec les nouvelles générations. □



Lénine et le parti

Victor Fay

Un siècle est passé depuis la naissance de Lénine et quel siècle ! Deux guerres mondiales, trois révolutions russes, révolutions yougoslave, chinoise, cubaine, accession des communistes au pouvoir sur un tiers de la terre, libération de la plupart des peuples dépendants, bouleversement de la technique et de la science ; quelle différence avec le monde que Lénine a connu vers 1894, en « entrant dans la carrière » et même avec le monde qu'il a quitté trente ans plus tard, au début de 1924, après avoir ouvert une brèche géante dans le système capitaliste, en créant la première république des Soviets.

Nier ou amenuiser son rôle et son apport, c'est engager contre la vérité historique un procès perdu d'avance. Affirmer qu'il ne s'est jamais trompé, qu'il a toujours dit et fait tout ce qu'il fallait et qu'il suffit, à ceux qui s'en réclament, d'appliquer ses idées, jugées infaillibles, c'est le trahir aussi sûrement qu'en rejetant son acquis. Il importe donc, comme il l'a fait à l'égard de l'œuvre de Marx, d'appliquer à son œuvre et à ses suites l'analyse marxiste, sans préjuger des résultats de la recherche, de mettre en cause, les dogmes qui paralysent et dénaturent la pensée et l'action créatrices du prolétariat, d'ouvrir hardiment des horizons nouveaux, permettant d'accéder grâce à la critique de l'existant, à un type supérieur de société socialiste.

Car être marxiste « orthodoxe » ne signifiait nullement pour Lénine la fidélité à la lettre, mais à la méthode et aux principes du marxisme. Après avoir condamné le populisme (1894), rompu avec le « marxisme légal » de Strouvé, puis avec « le crédo de l'économisme », il rejette dans le « Développement du capitalisme en Russie » l'hypothèse de Marx, selon laquelle le socialisme pourrait dans certaines circonstances être réalisé en Russie en partant de la communauté agraire (le mir), et affirme que le seul chemin du socialisme passe désormais par la grande industrie moderne.

C'est ainsi qu'il réfute à la fois les thèses de la droite et de la gauche de la II^e Internationale au sujet du caractère de la révolution russe, la première soutenant qu'une révolution bourgeoise doit être faite par la bourgeoisie ; la seconde qu'elle ne peut être faite que par le prolétariat liquidant en passant, sous l'égide d'un gouvernement ouvrier, les survivances féodales et s'engageant aussitôt dans la construction du socialisme.

L'audace et la souplesse chez Lénine

Lénine récuse ces deux solutions et propose un schéma original, celui d'une révolution bourgeoise faite non par la bourgeoisie capitaliste, ni par le prolétariat socialiste, mais par l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, instaurant la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », poussant jusqu'à ses dernières limites la révolution bourgeoise et préparant ainsi le terrain à la transition « par étapes » au socialisme. Ce qui frappe à distance de près de 70 ans, c'est l'extrême audace de ce schéma, son caractère concret, adapté aux particularités d'un pays à majorité paysanne, c'est aussi son irrespect à l'égard des « vérités établies ».

L'audace, mais aussi la souplesse, sont ses traits permanents.

Quand, revenant en Russie, après une absence de dix ans, il lance en avril 1917 le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets », il est traité de « fou furieux » par les tenants de la démocratie bourgeoise, même la plus « avancée ». Quand, contre l'orthodoxie marxiste traditionnelle, prétendant que la révolution prolétarienne doit éclater d'abord dans les pays capitalistes les plus évolués, il se déclare prêt à prendre le pouvoir dans un pays capitaliste peu évolué, rompant ainsi l'anneau le plus faible de la chaîne du capitalisme mondial on dénonce en lui le « blanquiste » et l'aventurier politique. Quand il adopte et exécute le programme agraire des social-révolutionnaires en renonçant dans l'immédiat à la collectivisation de l'agriculture, il est accusé de trahir le marxisme.

Quand il accorde à tous les peuples opprimés par le tsarisme le droit à l'autodétermination pouvant aller jusqu'à la séparation, il est attaqué à la fois par les nationalistes grands-russiens et par les internationalistes abstraits. Quand il préconise et impose finalement la paix de Brest-Litovsk, cédant du terrain pour gagner du temps, il est qualifié de « capitulard », voire de complice et agent du militarisme allemand. Quand il propose l'abandon du « communisme de guerre » et le repli de la N.E.P., on lui reproche de renoncer au socialisme. Quand il fonde le Komintern en 1919, alors que déferle le grand flot révolutionnaire, on stigmatise en lui un « scissionniste » invétéré. Quand il formule, en 1921, à l'heure du reflux, la tactique du front unique avec les réformistes, on affirme qu'il ne croit plus à la révolution mondiale. Et ainsi de suite. Il est im-

possible d'énumérer toutes les sinuosités de son évolution tactique, alors qu'il ne perd jamais de vue le but socialiste et maintient fermement l'orientation stratégique qui y mène.

Chaque fois que la situation change, il y adapte sa tactique parfois avec retard : il ne réalise qu'en 1907 toute l'importance institutionnelle des Soviets ; il ne prend l'initiative de la N.E.P. qu'après la tragique insurrection de Kronstadt, en mars 1921 ; il ne se rend compte qu'en 1922, peu avant sa mort, de l'immense danger que représente la bureaucratie pour le jeune Etat soviétique.

Il n'a jamais prétendu à l'infaillibilité. Il a su, avec une émouvante franchise, reconnaître ses erreurs, en déclarant, par exemple, que les thèses sur la structure et l'organisation, adoptées par le 3^e congrès du Komintern, étaient trop « russes » et qu'on a fait une « bêtise » en les adoptant. Il n'a jamais aspiré au rôle de chef charismatique, de l'homme-dieu montrant à l'humanité souffrante le chemin du salut.

Sa perspicacité exceptionnelle l'a rendu sensible aux réalités quotidiennes, telles qu'elles sont vécues par l'homme quelconque, par le travailleur anonyme. Son comportement, public et privé, témoigne de l'absence de l'emphase, du refus de l'apparat. Il a été et il se voulait à l'image des gens, originaires comme lui du vaste bassin de la Volga, gens simples, proches de la terre, de la forêt, de l'eau, de la nature. Tendus vers le but unique de sa vie qu'était l'émancipation du prolétariat, impitoyable pour les traîtres et félons, compréhensif pour les hésitants et égarés, il savait rester serein dans la tempête, attentif au sort des camarades les plus modestes, oublieux de ses propres aises. Faisant toujours ce qu'il disait, taisant parfois ce qu'il fallait pour égarer l'ennemi de classe, disant toujours la vérité aux travailleurs même la plus amère et la plus dure, tel a été ce dirigeant ouvrier exemplaire dont les successeurs abusifs ont fait une momie.

De la Première à la Troisième Internationale

« Après sa mort ils ont cherché à en faire une inoffensive idole, à entourer son nom d'une certaine gloire pour « consoler » les classes opprimées ; ce faisant ils ont vidé sa doctrine révolutionnaire de son contenu, ont émoussé son tranchant, l'ont avilie » (L'Etat et la Révolution).

Cette fermeté théorique et stratégique, jointe à la souplesse de sa démarche tactique, ne permet pas de réduire l'œuvre de Lénine à un modèle immuable. « Les faits sont têtus », avait-il l'habitude de répéter. Praticien du mouvement ouvrier, il se méfiait des formules toutes faites, des recettes préparées à l'avance. La qualité essentielle de ses prises de position politiques étaient leur relativité, leur mobilité.

Citons, à titre d'exemple, l'une de ses attitudes, la plus connue en apparence, la plus déformée en réalité. Sa conception de parti, définie en période de la lutte clandestine contre le tsarisme, impliquait l'existence d'une organisation de révolutionnaires professionnels, très centralisée dont la démocratie intérieure était nécessairement restreinte pour échapper à la répression. Ce type d'organisation, passé dans l'histoire sous le nom d'un « parti de type nouveau », hante encore maintenant de nombreux militants d'extrême gauche, qui ne le connaissent que dans son interprétation stalinienne.

Mettons certaines choses au point. Il n'existe aucun type universel de parti prolétarien, échappant aux impératifs de l'espace et de la durée. La ligue des communistes, petit parti fondé à Londres par un groupe d'ouvriers allemands émigrés, était très ouvert et très libre, un horse-guard assistait assidûment à ses réunions...

La ligue a adopté le « Manifeste », rédigé par Marx peu avant la révolution de février 1848. Transférée en Allemagne, elle n'a obtenu qu'une faible audience et a dû passer dans la clandestinité après la défaite de la révolution. Un procès public l'a rendue célèbre ; elle a cependant été dissoute sur la proposition de Marx, son rôle historique étant considéré comme terminé.

D'une tout autre envergure était la Première Internationale, créée en 1864. Elle sollicitait les adhésions aussi bien individuelles que collectives, aussi bien les sociétés de pensée que politiques, culturelles ou syndicales, et tolérait la plus grande diversité des tendances. La scission a eu lieu en 1872 à propos de la lutte politique que refusaient de mener les anarchistes. Son siège a été déplacé alors à New York, ce qui préparait sa dissolution, proposée encore une fois par Marx. Il est vrai que son déclin datait de l'écrasement de la Commune de Paris.

Les partis socialistes nationaux, réunis, par des liens très lâches, en 1889 au sein de la II^e Internationale, s'orientent rapidement, sauf en Russie tsariste, vers l'activité électorale et réformiste, ce qui entraîne la création d'un autre type de parti, adapté à ce mode d'action et qui aboutit à l'intégration progressive de la social-démocratie (à l'exception de son extrême-gauche) dans le cadre de la société existante. La guerre de 1914-1918 fait sombrer la plupart de ces partis dans « l'union sacrée », provoque la désaffection de nombreux militants, engendre une situation révolutionnaire, ce qui rend indispensable la création d'un nouveau type de parti et d'une nouvelle Internationale, débarrassée de l'opportunisme. Les anciens partis sociaux-démocrates survivent à la scission, certains d'entre eux obtiennent même de bons résultats quant au niveau de vie des travailleurs ; la majorité pratique la collaboration de classes sans entamer en quoi que ce soit les structures fondamentales du régime capitaliste.

L'Internationale communiste créée en mars 1919 s'est efforcée de généraliser le type de parti bolchevik, centralisé, soumis à une discipline quasi militaire, imposant les règles très strictes d'action, mais admettant, comme venant de soi, la diversité de pensée et le droit des tendances, et même, jusqu'en 1921, des fractions organisées. Qui plus est, l'interdiction des fractions adoptée par le dixième congrès du parti bolchevik a été présentée par Lénine, qui en était partisan, comme une mesure passagère, due à la gravité de la situation en Russie. Ce type de parti, préparant l'assaut final contre le régime capitaliste n'a pas pu se maintenir à la longue. Avec la stabilisation du régime, le modèle originel s'est diversifié, s'adaptant aux conditions dans lesquelles chaque parti était appelé à agir.

L'unité de pensée et d'action, le refus de publier les plates-formes des minorités, d'engager avec elles un débat public, tout cela n'a rien de commun avec la conception de Lénine, qui s'en est toujours tenu à la formule : « Discipline dans l'action, liberté de discussion et de critique. » Tous ceux qui préconisent un type monolithique de parti ouvrier sont des néostaliniens qui s'ignorent, quelles que



soient leurs motivations idéologiques. Or, à l'heure actuelle, les tendances stalinienne sous leurs divers aspects représentent le danger principal pour le mouvement ouvrier révolutionnaire.

La conception stalinienne du Parti

Lénine n'a jamais refusé, même en période de guerre civile, de rendre publiques les positions des minorités, quitte à les réfuter avec vigueur (celle par exemple de l'opposition ouvrière en 1920). Il n'a jamais refusé une discussion publique, même sous le feu de l'ennemi, comme ce fut le cas au sujet de la paix de Brest-Litovsk. Il n'a jamais proposé d'exclure ceux qui, dans les limites du programme commun, critiquaient, avant et après l'action, les décisions du parti. Il a accepté l'exclusion de Paul Levi, dirigeant du P.C. allemand, parce que ce dernier avait dénoncé, en pleine bataille, l'action entreprise. Mais il a laissé reprendre leurs postes au comité central du parti bolchevik à Zinoviev et Kamenev, qui avaient divulgué les préparatifs de l'insurrection d'Octobre, après les avoir traités de « briseurs de grèves ».

La conception stalinienne du « parti de type nouveau » et du « centralisme démocratique » recouvre un contenu monolithique, étranger à la pensée de Lénine. Le « parti de type nouveau » a vieilli ; il n'est plus nouveau ; il est sclérosé il a presque cessé d'évoluer. Même dans les pays où il détient le pouvoir, il devient conservateur, à de rares exceptions près, et néo-réformiste dans les autres pays. Quand il change, il ne change pas assez vite pour suivre le rythme des événements.

Il est temps qu'il se transforme, comme ont essayé de le faire les dirigeants de Prague, ou qu'il disparaisse et cède la place à un autre type de parti ouvrier.

Au lieu d'être une maison de verre où tout, à la seule exception de certaines mesures de défense contre l'arbitraire policier, doit se passer au grand jour, être soumis au contrôle des travailleurs, le parti communiste en France par exemple est devenu un système clos, soumis à une discipline rigide où l'appareil dirigeant impose ses vues aux adhérents et réduit à l'impuissance les minoritaires dispersés. Dans ces conditions aucune réforme du statut intérieur ne peut se faire de manière démocratique et à froid. Il faut que la tension politique et sociale arrive au point de rupture pour que l'appareil du parti, détenteur unique du pouvoir, perde ce monopole et ouvre la voie à la démocratisation.

Le terme « centralisme démocratique » recouvre en réalité un centralisme bureaucratique dessaisissant les adhérents de leurs droits et leur imposant des devoirs sans contrepartie

réelle. Les idées ne circulent que de haut en bas, la sélection des cadres se fait en petit comité, l'élection des organismes directeurs n'est qu'une formalité qui entérine et dissimule la cooptation, les fortes têtes sont écartées, les esprits critiques persécutés, le conformisme total est devenu la manière d'être de la plupart des partis communistes.

Les craintes de Rosa Luxemburg, formulées en 1904, contre les dangers pouvant résulter des excès du centralisme, se sont avérées fondées. Du temps de Lénine, la vie du parti bolchevik et du Komintern restait démocratique, en dépit des dérapages qu'on cachait le plus souvent de lui : il a défendu l'autonomie de chaque parti tout en exigeant de tous le respect de la discipline dans l'action. Il a dénoncé avec une extrême vigueur les violations de la démocratie ultérieure, commises notamment dans le parti géorgien par les « allogènes russifiés qui forcent constamment la note », Staline, Dzerjinski et Ordjonikidzé, qu'il a traités en décembre 1922 de « gredins », de « chauvins », d'« oppresseurs » et de « bureaucrates russes typiques ». Ces épithètes ne s'appliquent-ils pas à Brejnev et à son équipe qui, à l'instar de Staline, ont violé sans vergogne le droit d'autodétermination du peuple et du parti tchécoslovaques ?

Lénine, Kautsky et Rosa Luxemburg

Lénine a subi dans sa jeunesse une forte influence de Kautsky, ce pape « orthodoxe » de la II^e Internationale. Tout en vulgarisant et propageant les théories de Marx, Kautsky a véhiculé en même temps des vues de Lassalle, foncièrement étrangères au marxisme. Il a minimisé le rôle du mouvement spontané des travailleurs en le prétendant incapable de dépasser la lutte pour les réformes. Il a prétendu que la théorie doit être apportée de l'extérieur au prolétariat par des intellectuels. Cette attitude est contraire à celle de Marx qui écrit dans le « Manifeste » : « Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression globale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique évoluant de lui-même sous nos yeux. »

Sur ces deux points, Lénine a suivi Kautsky sans se rendre compte qu'il subissait l'influence de Lassalle. Il a corrigé en grande partie ces attitudes après son retour en Russie en avril 1917. Mis en présence d'un mouvement révolutionnaire de masses, où les partis politiques ne jouaient qu'un rôle secondaire, il a insisté sur le fait que le parti bolchevik doit orienter le mouvement spontané vers les objectifs nouveaux. Il a salué avec émotion cet élan spontané des foules

obscur qui a donné à la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la démocratie directe, une dimension jusque là inconnue.

Ce sera le cas des fameux « soubotniks », ces travailleurs volontaires accomplissant sans nulle rémunération des tâches et travaux au service de la révolution. Ce sera le cas des unités de partisans, formées derrière les lignes des armées blanches et qui ont contribué, autant que l'armée rouge, à la défaite de la contre-révolution. Ce sera « a contrario » le cas de Lénine, qui condamne le proletoct (organisme se proposant de fabriquer artificiellement une culture prolétarienne) et conseille de populariser les écrits les plus avancés de la culture bourgeoise afin de permettre au peuple, grâce à cet apport et à l'exercice du pouvoir, de faire surgir une culture socialiste.

Son génie lui a permis de mieux analyser et de mieux prévoir les événements que les autres théoriciens et leaders ouvriers. Il a su corriger ses fautes en marchant, tirer de l'expérience les indications précieuses, ne pas persévérer, comme tant d'autres, diaboliquement dans l'erreur. Vouloir lui opposer Rosa Luxemburg, en citant ses critiques, aussi bien celles qu'elle avait maintenues à propos des libertés publiques que celles qu'elle avait retirées après sa sortie de prison (par exemple sur la paix de Brest-Litovsk) ; vouloir opposer à la juste position de Lénine dans la question nationale la fausse attitude de Rosa, c'est, qu'on le veuille ou non, vouloir ramener le mouvement ouvrier aux idées de la social-démocratie de gauche, historiquement progressistes avant 1914 ; en grande partie dépassée depuis la Révolution d'Octobre.

Il existe entre les œuvres d'Ilitch et de Rosa un chassé-croisé difficile, parfois, à démêler. Lénine a été profondément impressionné, avant 1914, par la puissance et l'organisation de la social-démocratie allemande. Il s'est efforcé d'introduire en Russie, dans la mesure où le permettaient les conditions de lutte clandestine, les méthodes de travail de ce grand parti de masses. Il a voulu surmonter les faiblesses, la dispersion, les divisions du parti ouvrier social-démocrate de Russie, en faire un instrument efficace de lutte contre l'autocratie. Il y est parvenu dans une large mesure. Il ne s'est rendu compte qu'en 1914 de la dégénérescence du S.P.D. dont Rosa, le connaissant de l'intérieur, avait, bien avant lui, décelé les signes avant-coureurs.

Elle a essayé d'y remédier en transposant au sein du mouvement social-démocrate allemand, embourbé dans le légalisme et le réformisme, les formes d'action du prolétariat révolutionnaire de Russie, comme la grève de masses, étape préparatoire de l'insurrection armée. Elle n'a pas tenu assez compte du caractère spécifique de la social-démocratie, ce qui a contribué à son isolement. Se heurtant au conservatisme de la direction du S.P.D., elle a mis l'accent sur l'initiative spontanée des masses devant suppléer à la carence des dirigeants. Elle a souligné le rôle déterminant de l'expérience vécue des travailleurs leur permettant de prendre conscience de leurs intérêts et de construire, dans le processus de transformation d'une classe en soi en classe pour soi, un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

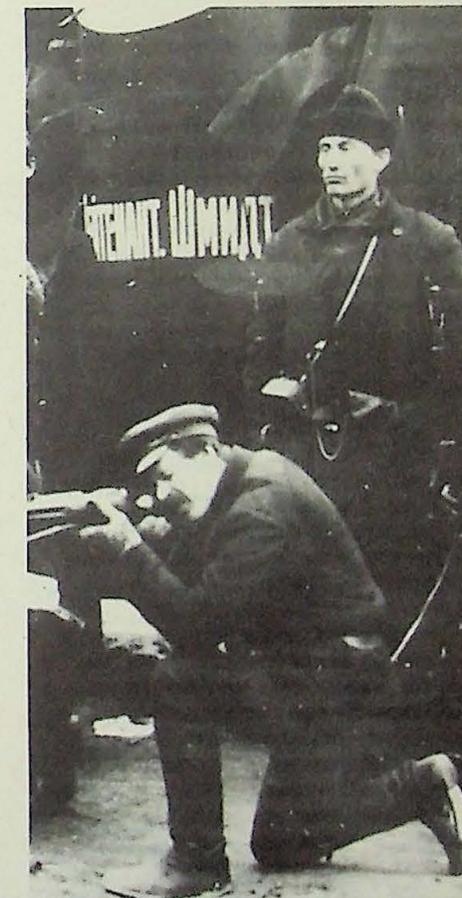
L'un et l'autre voyaient clairement les faiblesses et les tares des mouvements nationaux dont ils faisaient partie ; ils apercevaient moins bien les défauts des mouvements étrangers dont ils s'inspiraient. Il est aussi inexact de présenter Rosa comme une

spontanéiste, niant ou négligeant le rôle du parti prolétarien, que Lénine comme un antisponanéiste, réservant au parti le monopole de l'initiative révolutionnaire.

Malgré l'âpreté de leurs controverses, chaque fois que se posait à l'ordre du jour le problème de la révolution, leurs attitudes concordait. Ce fut le cas en 1906-1907, au sujet des formes de luttes en Russie et du désaveu des tendances légalistes (« Il ne fallait pas prendre les armes », écrivait de Plekhanov), bien que Rosa fût plus près des mencheviks que des bolcheviks sur les questions d'organisation dans la période 1903-1905. De même, tout en critiquant avec sévérité les mesures antidémocratiques prises par le gouvernement des Soviets (n'a-t-elle pas écrit que « la liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement » ?) ; elle a approuvé sans hésitation la conquête du pouvoir par les bolcheviks et leur a accordé, dès le début, un soutien enthousiaste.

Créer un parti révolutionnaire vraiment nouveau

Cette concordance d'attitude entre les deux grands révolutionnaires, dans les moments décisifs de la révolution, montre que les importants désaccords qui les opposaient ne les ont jamais empêchés d'œuvrer dans le même sens, de s'engager dans la même voie. C'est sur cette concordance qu'il faut mettre l'accent, si l'on veut dépasser



les vieilles querelles et non sur le prétendu kautskysme de Lénine ou le non moins prétendu semi-menchevisme de Rosa.

Leur exemple doit nous permettre d'élaborer, dans les conditions actuelles, les assises théoriques et pratiques d'un parti qui ne serait ni de type social-démocrate, ni de type stalinien, d'un parti de masse révolutionnaire et démocratique, sachant concilier la liberté de pensée et la discipline d'action, d'un parti vraiment nouveau qui saurait laisser aux tenants du passé la cendre refroidie des idées mortes tout en préservant l'apport et la flamme révolutionnaires de ces pionniers de génie dont nous commémorons actuellement l'impérissable souvenir. □



Réponse à un anti-léniniste de gauche

Jean Verger

La momification du léninisme par Staline et ses héritiers laisse des traces profondes dans la pensée théorique du socialisme « de gauche ». La bourgeoisie elle-même n'avait pas manqué, après la victoire de Staline en U.R.S.S., de montrer la filiation existant entre Staline et Lénine : mais, d'après Jean Barrot (1) la filiation doit aller plus loin encore. Tout remonte à Kautsky, maître à penser de Lénine.

En passant au crible l'opuscule de Kautsky « les trois Sources du marxisme », Jean Barrot va nous livrer les clés (inédites) du stalinisme, c'est-à-dire de la dictature bureaucratique dans un régime social de capitalisme d'Etat.

Donc, haro sur Kautsky : celui-ci osait expliquer que « un mouvement ouvrier spontané et dépourvu de toute théorie, se dressant dans les classes travailleuses contre le capitalisme croissant, est incapable d'accomplir... le travail révolutionnaire » ; l'union du mouvement ouvrier et du socialisme est donc nécessaire, et « la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément ». (K. Kautsky : « Les trois sources du marxisme ».) On sait que Lénine, dans « Que faire ? » (1901) reprenait cette idée de la conscience socialiste, apportée de « l'extérieur » au mouvement ouvrier spontané qui, sans elle, ne dépasserait pas la conscience « trade-unioniste » (lutte pour les réformes économiques). D'après Jean Barrot, c'est cette idée néfaste qui caractérise tout le léninisme, vulgaire volontarisme aujourd'hui, heureusement dépassé. Le

développement de cette idéologie est dû à « l'impossibilité de la révolution prolétarienne » et « le succès du kautskysme-léninisme est /un produit de notre époque et les premières attaques sérieuses — pratiques — contre lui marquent la fin de toute une période historique ». On voit par là de quelle manière notre auteur assassine le léninisme (et ses deux bâtards : stalinisme et trotskysme) : sur la gauche, et même, pourrait-on dire, à l'ultra-gauche !

Le problème posé est fondamental, c'est celui de la direction révolutionnaire, de la nécessité ou non d'une avant-garde, etc., le léninisme étant identifié avec la création d'un corps étranger (le parti d'avant-garde) au sein du prolétariat, se substituant à lui, pour le « guider » au nom de la conscience théorique extérieure, ce qui, historiquement, s'achevait soit par le réformisme (le parti de Kautsky, finalement, s'intégrait après 1914 à l'ordre social bourgeois) soit le stalinisme. Ce qui est nouveau dans cette attaque contre Lénine, ce n'est pas son contenu, mais sa référence à Kautsky : à travers Kautsky c'est en réalité toute la doctrine marxiste qui est involontairement estropiée.

Conscience socialiste et lutte de classe

Dans « Que faire ? », Lénine dit : « L'histoire de tous les pays atteste que par ses seules forces la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat... Quant à la doctrine socialiste, elle est née des théories philosophi-

ques, historiques, économiques, élaborées par les représentants instruits des classes possédantes, par les intellectuels. » Lénine oppose dans ce texte, clairement (et c'est l'objet fondamental de tout « Que faire ? »), la spontanéité de la lutte de classes qui mène tout droit au réformisme à travers l'économisme, à la conscience socialiste, c'est-à-dire à la connaissance des buts et des moyens du socialisme révolutionnaire. Ce qui choque Jean Barrot, c'est le caractère « désincarné » de cette conscience apportée de l'extérieur. Et pourtant, pour Kautsky comme pour Lénine, cette « conscience » c'était le marxisme considéré comme socialisme scientifique, dont l'apport était précisément venu de « l'extérieur ». Ce qui, d'ailleurs, n'impliquait pas, pour Lénine, le schéma infantile de la classe - ouvrière - à - qui - l'intellectuel - apporte - la - doctrine - révolutionnaire ! Car Jean Barrot a sans doute lu hâtivement « Que faire ? » dans sa précipitation à briser l'idole : Lénine précise en effet (« Œuvres complètes », tome V, page 391) : « Il ne s'ensuit pas que les ouvriers ne participent pas à cette élaboration (théorique). Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du socialisme... » La théorie révolutionnaire à laquelle conduit la « conscience socialiste » n'est donc pas le reflet de la lutte de classes, mais est le produit à la fois de cette lutte et de l'analyse scientifique des conditions dans lesquelles naît et se développe le mode de production capitaliste. Dans « Socialisme utopique et socialisme scientifique », Engels montrait déjà quel était l'apport spécifique et fondamental du marxisme pour le mouvement ouvrier, comme science — pas n'importe quelle science — donnant ses fondements à la nécessité du socialisme et ses objectifs (la conquête du pouvoir).

Lénine anti-léniniste en 1917

Pour bien montrer que les théories de Lénine dans « Que faire ? » et toute la politique de Lénine visant à créer un parti d'avant-garde, n'avaient rien à voir avec la pratique révolutionnaire des masses, Jean Barrot nous rappelle qu'en avril 1917 Lénine fut isolé au sein de la direction du parti qu'il avait eu tant de mal à créer, sur le problème de l'insurrection : Son parti était en retrait par rapport aux masses - Lénine participe au mouvement réel des

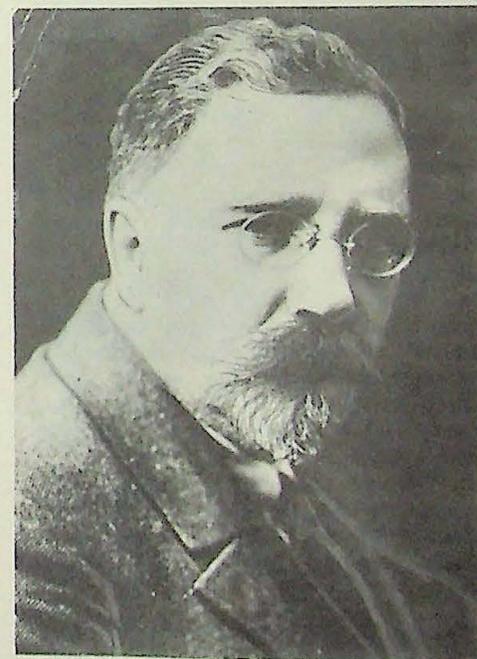


Roger Viollet



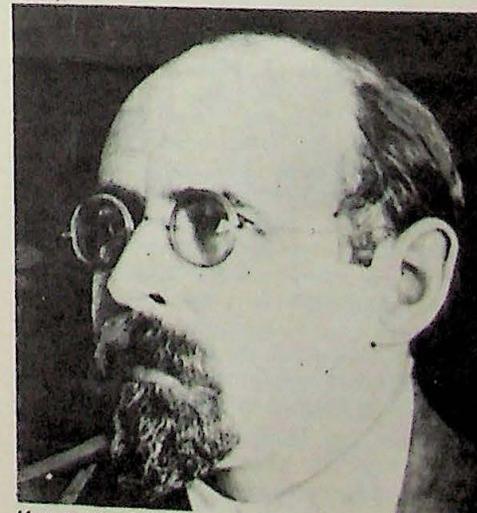
Zinoviev

Keystone



Kamélev

Keystone



Krestinsky

Keystone

LE 19 AVRIL 1970
AU PALAIS DE LA MUTUALITE
à 9 heures

De nombreux orateurs syndicalistes révolutionnaires espagnols et français prendront la parole et également Jean-Jacques Lebel, Gabriel Cohn-Bendit, etc.

C.N.T., 39, rue de la Tour d'Auvergne, Paris (9^e) - Tél. TRU. 78-64
(permanence samedi après-midi)



A.F.P.

masses russes et, ce faisant, il rejette — dans sa pratique — la conception développée dans « Que faire? ». Que le parti bolchevik (ou tout au moins sa direction) n'ait pas compris après la révolution bourgeoise de février 1917 la nécessité de se préparer à la révolution prolétarienne, que Lénine, par ses écrits antérieurs sur la dictature démocratique des ouvriers et des paysans, n'ait pas préparé la direction du parti bolchevik, voilà une constatation que Jean Barrot aurait pu éventuellement faire. Mais si la bataille théorique entre Lénine et son comité central a été âpre, celui-ci, sous la pression de la base du parti, et à la suite d'une discussion démocratique, a fini par se ranger aux idées de Lénine, et l'avant-garde, corps - étranger - dans - la - classe - ouvrière, prenait le pouvoir en octobre 1917 et faisait corps avec la classe ouvrière (tout en ralliant à elle la majeure partie de la paysannerie)!

A la même époque, Kautsky faisait chorus avec les social-chauvins allemands contre la révolution russe, après avoir trahi la cause révolutionnaire : Est-ce Lénine qui était infidèle à lui-même, ou Kautsky ?

Il est facile d'expliquer comment un révolutionnaire trahit la cause qu'il a défendue : l'histoire est truffée d'exemples, il n'est pas facile d'expliquer comment un bureaucrate en herbe (le Lénine de « Que faire? ») devient révolutionnaire 15 ans après (1917) pour, à nouveau, verser dans le bureaucratisme. Il est vrai qu'à un certain passage de son article, Jean Barrot qualifie Lénine de « génial ». Il est vrai aussi que, pour Barrot, les conditions objectives n'étant pas mûres pour le socialisme en Russie, Lénine était condamné à gérer le capitalisme d'Etat. En effet, selon lui, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, le prolétariat « possède diverses organisations dont le but est de faire la révolution et, en même temps, il est incapable de la faire car les conditions ne sont pas encore mûres. Le kautskysméléninisme est l'expression et la solution de cette contradiction. En postulant que le prolétariat doit passer par le détour de la connaissance scientifique pour être révolutionnaire, il consacre et justifie l'existence d'organisations encadrant, dirigeant et contrôlant le prolétariat ».

Marx et Engels se seraient donc trompés? Les conditions objectives pour la victoire et la pérennité du socialisme n'étaient pas mûres à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle? Que venaient donc faire ces organisations de masses dirigeant le prolétariat? Et d'abord, d'où venaient-elles, puisqu'elles n'avaient rien à voir avec les masses! Et puis, la Commune de Paris, quelle erreur criminelle! Et Spartakus en Allemagne, les soviets de soldats et d'ouvriers, quelle folie! Ne parlons pas de la révolution russe!

Notre Barrot, à vouloir trop prouver, tombe dans son propre piège : celui du réformisme... où il rejoint le Kautsky d'après 1914 et toute la kyrielle des Bernstein et autres blumistes.

Si les conditions matérielles pour la réalisation du socialisme en Russie étaient en effet précaires, elles ne l'étaient pas ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne. Lorsque les bolcheviks prirent le pouvoir en octobre 1917, ils se comportèrent comme le détachement avancé de la révolution socialiste européenne. Malheureusement, la « conscience socialiste » faisait défaut dans les partis anglais et français, et fut écrasée en Allemagne (Spartakus). La guerre impérialiste, qui donna aux bolcheviks une situation révolutionnaire conjuguée à une direction révolutionnaire, se traduisit dans les autres pays par l'effondrement de cette direction révolutionnaire.

En avril 1917, Lénine, à lui seul, personnifia la « conscience socialiste », comme ce fut le cas en 1918 pour Liebknecht et Rosa Luxemburg. Lénine, certes, aurait pu être battu dans son propre parti sur le problème de la révolution : l'outil qu'il avait forgé n'était pas dénué de faiblesses. Mais sans ce parti, tel qu'il était en avril et tel qu'il se développa jusqu'à Octobre, la prise du pouvoir aurait été impossible.

Le prolétariat dans l'histoire

Nous en arrivons là au fameux problème du rôle des individus dans l'histoire, c'est-à-dire, sous une autre forme, au rôle de la « conscience socialiste » distancée par rapport à ses fondements historiques (la lutte de classes et l'analyse du mode de production ca-

pitaliste). Pour Jean Barrot, cette manière de poser le problème est idéaliste. C'est pourtant la manière dont Marx renverse la dialectique hegelienne en reliant à la nécessité historique (le matérialisme historique) la liberté du sujet de l'histoire (le prolétariat). Ce prolétariat est ainsi à la fois objet et sujet de l'histoire, mais en tant que sujet, il transcende sa condition matérielle, c'est dans ce sens que l'ouvrier socialiste devient comme le dit Lénine « Théoricien du socialisme ».

Si l'on n'admet pas cette séparation entre la nécessité et sa conscience, on tombe dans le matérialisme vulgaire qui mène au réformisme, (le socialisme est inéluctable, tous les événements sociaux y mènent pas à pas) à l'empirisme, autre variante du réformisme (justification de toutes les formations sociales au nom des « conditions objectives »).

La position de Jean Barrot mène en réalité soit à la condamnation de la révolution russe et de toutes les révolutions (« les conditions objectives n'étaient pas mûres ») soit à la justification du stalinisme (« le stalinisme est l'expression de... »).

Nous renvoyons donc la balle à Jean Barrot, son réformisme est l'autre face du stalinisme. Sa position aboutit à laisser faire « l'histoire », en espérant que du mouvement spontané des masses naîtra la victoire révolutionnaire.

Malheureusement, des Soviets de 1905 à ceux de l'octobre hongrois de 1956 et aux événements révolutionnaires de mai 68, la « spontanéité » du mouvement de masse ne s'est jamais traduite par la victoire, (et encore faut-il souligner que dans ces exemples la « spontanéité » est loin d'être à l'état pur!). Reste à définir la notion de parti révolutionnaire, celle « d'avant-garde » ainsi que la notion de « direction révolutionnaire ».

L'objet de cet article n'était pas d'aborder, au fond, ces problèmes.

Cependant leur approche suppose que dans une optique léniniste, on cesse d'idéaliser, en le fossilisant, le léninisme, sa conception et sa pratique concrète du parti révolutionnaire. □

(1) Article de Jean Barrot « le renégat Kautsky et son disciple Lénine », à la suite de « Les trois sources du marxisme », de Kautsky. Collection Spartacus, 1969.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir
de 80 F

C.C.P. 58 26 65

En attendant le 1^{er} mai

Jacques Ferlus

Peut-être avez-vous reçu ce numéro de « T.S. » avec un certain retard, la cause est indépendante de notre volonté mais nous en sommes solidaires : cette semaine, les travailleurs des P.T.T. mènent une action revendicative importante. Successivement se mettent en grève : les conducteurs automobiles (15 et 16 avril), les ateliers du service automobile (16 avril), le personnel des lignes (17 avril), le personnel de la distribution (17 avril et éventuellement le 18), les ouvriers de l'Etat (16 avril).

Cette action lancée par la C.F.D.T. et la C.G.T. a toutes les chances d'obtenir un certain succès, compte tenu de la combativité des travailleurs depuis quelques mois. En effet dans de nombreux centres, des conflits les plus divers mais toujours très durs ont éclaté sans crier gare. Le mouvement de ces derniers jours a pour but de faire aboutir des revendications plus générales mais non moins importantes : négociations pour le reclassement de toutes les catégories, l'amélioration des conditions de travail, la réduction des horai-

res, l'application de la réforme du statut des catégories C et D.

Le mouvement des P.T.T. se déroule dans un climat de mécontentement de plus en plus fort dans toutes les entreprises. Les conflits sont plus nombreux, plus durs et de plus grande envergure.

De Nantes à Lyon

Ainsi à Nantes, plutôt que de prendre en considération les revendications des travailleurs de la S.N.I.A.S., le patronat et le pouvoir s'en sont pris aux grévistes de la faim qu'ils ont « enlevés » au milieu de la nuit (voir « T.S. » de la semaine dernière). L'ensemble des travailleurs a pris le relais, ainsi que le souhaitait la C.F.D.T. Les employés des grands magasins ont débrayé, 70 % des travailleurs du bâtiment ont arrêté le travail pour une journée. Même chose dans la métallurgie et là les travailleurs se sont retrouvés deux mille pour manifester à l'appel des organisations syndicales. Certes la revendication de la S.N.I.A.S. (régime des préretraites) n'a pas encore abouti, mais ce conflit est la démonstration

flagrante de l'enlèvement du pouvoir, incapable d'une quelconque réponse aux revendications ouvrières.

A Lyon une grève de 48 heures a privé la ville de transports en commun. Les travailleurs ont avancé leurs propres revendications, en particulier sur les salaires, mais ils ont également posé tout le problème de l'organisation des transports dans l'agglomération. Les agents d'un service public se battent pour les usagers. Ils dénoncent une situation anarchique au milieu de laquelle nombre de « notables » défendent des intérêts privés ou politiques.

L'atmosphère est également tendue chez Berliet au désespoir de la direction qui, grâce à son fameux contrat de progrès, se croyait à l'abri de tous ces malheurs. Que s'est-il donc passé ? Les syndicats ont-ils senti que la signature de l'accord leur faisait perdre leur influence ? Ont-ils craint de se laisser déborder par les divers mouvements partant des ateliers ? Quoi qu'il en soit, ils ont changé de tactique. La C.G.T. demande une prime de fin d'année de 500 F pour



Collombert

chaque salarié et la C.F.D.T. la même somme mais au moment des vacances. 90 % du personnel participe aux débrayages quotidiens.

La direction de Berliet menace de dénoncer l'accord du mois de janvier et accuse les syndicats de démagogie. Si elle acceptait ces revendications, cela se traduirait par une augmentation de 7 % de la masse salariale. Effort paraît-il impossible à faire, même si la production est en progression constante, même si on a été obligé d'embaucher plus de deux mille travailleurs et construire de nouveaux ateliers...

Sur les chantiers du bâtiment

Il faut remonter en 1966 pour retrouver le dernier mot d'ordre de grève dans le bâtiment. Car il est toujours très risqué de lancer une telle opération. Dans le bâtiment les militants syndicaux sont peu nombreux et rapidement repérés, le patronat leur choisit les chantiers où il leur sera difficile de mener une action, s'ils y parviennent on les mute rapidement. De plus les travailleurs immigrés qui sont ici très nombreux, savent bien les menaces qui pèseront sur eux s'ils osent bouger.

Donc malgré la grève, les chantiers de la région parisienne avaient le mercredi 8 avril leur allure habituelle : on y travaillait. Pourtant 130.000 travailleurs sur 400.000 ne s'étaient pas présentés à l'embauche (13.000 selon le patronat). Et la majorité de ceux qui travaillaient étaient favorables à la grève.

Dans le bâtiment les travailleurs ne veulent plus être des candidats

à la mort (trois par jour) L'accident est une menace permanente, un travailleur sur cinq en est victime. Depuis plusieurs années on tente, sans succès, de réduire ces sinistres proportions. Il n'est pas rare non plus de travailler 60 ou 70 heures par semaine et en tout cas au minimum 49 heures. Les manœuvres immigrés souvent logés sur les chantiers, le sont dans des conditions épouvantables. Sur la majorité des lieux de travail on ne trouve aucune installation convenable pour prendre ses repas, se laver en fin de journée.

C'est contre ces conditions pour le moins inhumaines, qu'on a fait grève le 8 avril. Etait-ce trop demander ? Pour éviter ce conflit le patronat a accordé, avant la grève, une augmentation de 10 %, ce qui permettra à un manœuvre de gagner 3,88 F de l'heure et un compagnon 5,80 F. Voilà une bonne conscience acquise à peu de frais.

Ceux qui bâtissent l'an 2000 sont traités comme des ouvriers du XIX^e siècle. Ils sont 1.600.000 en France. Et si ces camarades n'ont pas la possibilité de déclencher la lutte, il faudra le faire pour eux. Cette dernière grève montre bien qu'ils seront capables de la continuer.

Une semaine d'action

Pendant ce temps, square Montholon, C.F.D.T. et C.G.T. tentaient de renouer un dialogue rompu en mai 68. Elles ne semblent pas y être parvenues. Certes il y aura peut-être des positions identiques sur la mensualisation, la formation professionnelle, la Sécurité sociale qui pourront aboutir à des actions communes. Mais sur le fond rien

n'est réglé. On se demande d'ailleurs sur quelle perspective un accord peut se réaliser aujourd'hui entre les deux centrales.

A quelques jours du congrès C.F.D.T., les dirigeants de cette centrale ne peuvent se risquer sur des positions avancées et dans des actions qui pourraient être critiquées par un certain nombre de fédérations. Car ce congrès sera tout autre chose qu'une simple formalité.

C'est sûrement cela qui a conduit Georges Séguy et ses amis à organiser une semaine d'action avant le 1^{er} Mai. La C.F.D.T. refusant, la C.G.T. va s'efforcer d'apparaître comme la seule organisation ouvrière capable de donner aux travailleurs l'occasion d'exprimer leur mécontentement. Elle espère retirer ainsi, et sans trop de risques son épingle du jeu.

Les consignes sont volontairement imprécises, le défilé du 1^{er} Mai, officiellement dirigé contre le VI^e Plan, n'est qu'un prétexte. Les jours qui le précèdent sont seuls importants. Compte tenu du cli-

mat et de la combativité, cette semaine pourrait être l'occasion d'une explosion de grèves qui pourraient être l'amorce d'un mouvement plus important. La C.F.D.T. serait alors forcée de se rallier, pour le plus grand bénéfice de la C.G.T.

Une telle perspective n'est pas sans danger, car il n'est pas démontré que la classe ouvrière ne serait pas entraînée dans une voie sans issue ou un mouvement voué à l'échec, compte tenu de l'état actuel du syndicalisme. Il est donc de première importance pour les militants socialistes de participer, dans les entreprises, aux discussions et aux actions de la C.G.T. au cours de cette semaine.

Mais peut-être ne verrons-nous que des choses d'un classicisme sage. L'artillerie de la C.G.T. ne tirerait donc que des coups bruyants mais à blanc. Et ce 1^{er} Mai sentira beaucoup plus le muguet que la révolte, la vraie, celle que nous donnent en exemple les travailleurs des P.T.T., du bâtiment, de Berliet, de Nantes et d'ailleurs. □

LIBRAIRIE TRIBUNE SOCIALISTE

54, bd Garibaldi, Paris 15^e - C.C.P. 58-26-65

EDITIONS DU SEUIL

- HISTOIRE DES DEMOCRATIES POPULAIRES, François Fejto - Deux volumes Tome I 30,00
Tome II 36,00
- LE CONGRES CLANDESTIN 25,00
- LA FILIERE, Periclès Koravessis 12,00
- LE LIVRE NOIR DE LA DICTATURE EN GRECE, Athènes-Presses-Libre 15,00
- LES ANARCHISTES ESPAGNOLS ET LE POUVOIR, Cesar M. Lorenzo 29,00

EDITIONS OUVRIERES

- INITIATION A LA VIE DES ENTREPRISES, L. Scherrer 22,00
- VILLES ET CITOYENS, L. Chenot et R. Beaunez 16,00
- LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL ENJEU DE LA LUTTE SOCIALE, J.-L. Bodiguel 26,00
- LES MECANISMES DU SOUS-DEVELOPPEMENT 21,30

EDITIONS SOCIALES

- MATERIALISME HISTORIQUE ET HISTOIRE DES CIVILISATIONS, A. Pelletier et J.-L. Goblot 10,00
- CRITIQUE DES PROGRAMMES DE GOTHA ET D'ERFURT, Marx, Engels 3,50

E.D.I.

- PANNEKCEK ET LES CONSEILS OUVRIERS, S. Bricianer. 19,20
- LA CONCEPTION MATERIALISTE DE LA QUESTION JUIVE, A. Léon 16,20
- VERS DE NOUVELLES LUTTES OUVRIERES, R. Chevallier. 4,00
- LA GUERRE ET LA REVOLUTION — LES GUERRES D'ASIE, P. Naville 18,50
- LE SOCIALISME FRANÇAIS ET LE POUVOIR, M. Perrot et A. Kriegel 11,50
- LENINE, G. Lukacs 5,90

EDITIONS F. MASPERO

- LES SOCIALISTES AVANT MARX, Gian Mario Bravo (trois volumes), chaque volume 6,15
- LE PILLAGE DU TIERS MONDE, P. Jalée 6,15
- HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER EUROPEEN, W. Abendroth 6,15

EDITIONS ANTHROPOS

- MARX et ENGELS, D. Riazanov 15,00
- LA THEORIE DU MATERIALISME HISTORIQUE, N. Boukharine 20,00
- L'ECONOMIE MONDIALE ET L'IMPERIALISME, N. Boukharine 15,00
- CRITIQUE DE LA SOCIETE, T.-B. Bottomore 20,60

VIENT DE PARAITRE

BERNARD LAMBERT

les Paysans dans la lutte des classes



- La terre passe sous la domination du capitalisme industriel
- L'unité du monde paysan éclate
- Les agriculteurs, nouveaux prolétaires
- Contre la mystification réformiste
- Pour une agriculture française socialiste

SEUIL

LES PAYSANS DANS LA LUTTE DES CLASSES par Bernard Lambert

L'irruption du capitalisme industriel dans le monde clos de l'agriculture française bouleverse les structures mentales et les institutions (propriété familiale, religion, école) sur lesquelles reposait l'unité du monde rural. Désormais, à côté des petits paysans pauvres, on voit apparaître des exploitations modernes où le chef d'entreprise devient sur sa propriété le salarié des grandes firmes industrielles de produits alimentaires. La lutte des classes s'installe à la campagne. La "révolution silencieuse" est en train de devenir bruyante. Les paysans de l'ouest l'ont montré. Leur leader, Bernard Lambert, explique pourquoi.

Préface de Michel Rocard
Collection de poche "Politique" dirigée par Jacques Julliard - numéro 37 - volume simple : 5 F

Bon de commande

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65.
Veuillez expédier, franco de port, à l'adresse ci-dessous :

..... ex. du livre
Ci-joint un chèque de
M
Adresse

Le contrôle ouvrier et le P.S.U.

Georges Marchais

Parmi les questions qui sont en débat parmi les forces de gauche, il en est une qui est avancée par le P.S.U. : c'est celle du « contrôle ouvrier dans les entreprises ». A ce propos Georges Marchais, secrétaire général adjoint du Parti Communiste Français, a déclaré le 24 mars à Paris, salle de la Mutualité :

« Le P.S.U. avance un mot d'ordre auquel il semble accorder une haute vertu révolutionnaire : c'est le mot d'ordre de « contrôle ouvrier dans les entreprises ».

Qu'entend-il par là ? Il s'agit, d'après les documents de ce parti, de la participation des travailleurs à l'établissement des normes de travail, du mode de calcul des salaires, des horaires de travail, des conditions d'embauche et de licenciement.

Les syndicats luttent depuis des années en faveur de telles revendications et notre Parti les soutient résolument.

Mais cela dit, présenter de telles mesures comme le moyen de transformations révolutionnaires, c'est s'apparenter au réformisme le plus plat.

La question décisive

C'est, en effet, laisser de côté la question décisive : celle de la propriété collective des grands moyens de production !

Quel « contrôle » réel les travailleurs pourraient-ils exercer sur des entreprises qui resteraient la propriété privée des grands capitalistes ? Ce qui est à l'ordre du jour de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est le transfert à la société de la propriété des grands moyens de production et, dans une première étape, la réalisation de larges nationalisations dans les secteurs clés de l'économie.

Or, cette question, le P.S.U. l'éluide.

Il l'éluide en disant : « La nationalisation ne résout pas tout. L'essentiel est la gestion démocratique des entreprises. »

Mais, précisément, pour poser la question de la gestion des entreprises, il faut au préalable répondre à la question : « Qui possède les moyens de production ? »

Tant que ceux-ci resteront la propriété des monopoles capitalistes et de l'Etat, il est illusoire de penser qu'on peut, comme on l'écrit au P.S.U., mettre en place des « structures socialistes » de gestion. Ce n'est pas sérieux.

Autre chose est de réclamer, d'une part, de larges nationalisations et, d'autre part, en même temps, une gestion démocratique des entreprises ainsi nationalisées. C'est ce que fait notre Manifeste de Champigny.

La gestion pour tous

J'ajoute que, sur cette question de la gestion démocratique (où nous avons déjà avancé un certain nombre de propositions, très sérieuses), nous ne comprenons pas pourquoi le P.S.U. parle simplement de contrôle « ouvrier ». Les propositions que nous faisons visent à faire participer tout le personnel des entreprises nationalisées à la gestion. Les ouvriers, naturellement — mais aussi les ingénieurs, les techniciens, les cadres, dont le rôle est irremplaçable. Nous ne comprenons pas par quelle concession à l'ouvriérisme, le P.S.U. laisse ces catégories importantes à l'écart de la gestion dans la France de demain.

Notre Parti entend, pour sa part, associer toutes les catégories de travailleurs, l'ensemble des masses populaires à la gestion des affaires du pays dans tous les domaines et à tous les échelons. » □

● Extraits de « France Nouvelle » n° 1.273.

Réponse à Georges Marchais

Jacques Malterre

Que le secrétaire général adjoint du P.C.F. éprouve le besoin de discuter la question du « contrôle ouvrier », question posée par le P.S.U., cela peut s'expliquer par deux raisons.

La première c'est que ce thème rencontre un écho croissant chez les travailleurs, c'est qu'il correspond, même s'ils n'en ont conscience que de manière confuse, à leurs besoins ; c'est que des luttes de plus en plus nombreuses sont menées sur cette base.

La deuxième c'est que le P.C.F. attache désormais une certaine importance à ses rapports avec le P.S.U., par là même, il est amené depuis deux mois à prendre en considération ses actions et ses analyses, quitte à les critiquer vertement. Et surtout il doit « informer » ses propres militants de ce qu'est le P.S.U. (ses bases de classe, son organisation, ses origines et son histoire). Il faut que les cadres du P.C. sachent sur quel pied danser avec notre parti ; qu'ils sachent comment on peut interpeller ses membres pour discuter avec eux et leur montrer — fraternellement, espérons-le — que le P.C.F. a raison contre leur parti « social-démocrate de gauche ».

Ainsi G. Marchais lance le mot d'ordre : « Présenter des mesures de contrôle ouvrier comme le moyen de transformation révolutionnaire, c'est s'apparenter au réformisme le plus plat ». Et de conclure : « Tout cela n'est pas sérieux. »

Mais ce qui ne fait pas sérieux c'est de commencer par travestir les positions des autres, de mutiler leurs textes, d'isoler leurs analyses les unes des autres. Alors il est évidemment très facile ensuite de critiquer et de condamner. Et, en effet, si le contrôle ouvrier était bien ce que nous en prête G. Marchais, alors nous serions de plats réformistes.

A moins que la direction du P.C.F. ait décidé que nous étions de simples réformistes (variété technocratique poussée sur bases sociales de couches particulières arrosée d'un peu de langage révolutionnaire). En ayant ainsi décidé, il reste à le prouver et, pour cela, rien n'est plus commode que de nous prêter des idées étrangères aux nôtres.

Nous avons défini ce que nous appelons l'axe du contrôle ouvrier à plusieurs reprises et J.-M. Vincent est revenu sur cette question dans « T.S. ».

Nous avons explicitement dit ce qu'il n'était pas : il n'est absolument pas une participation des travailleurs à la gestion des entreprises capitalistes (qu'elles soient privées ou nationalisées) et le P.C.F. n'a guère de leçon à nous donner en matière de refus de la participation dans l'entreprise comme dans l'Université. Nous ne cherchons nullement à mettre en place des « structures socialistes » de gestion. Le contrôle ouvrier c'est la capacité des travailleurs de mettre en échec les décisions patronales sur tel ou tel point, c'est l'empêcher de modeler à sa guise l'organisation du travail, de

procéder comme bon lui semble à la répartition des revenus salariaux, de décider arbitrairement des mesures de « restructuration » des industries.

Le contrôle ouvrier, nous l'avons répété — et nous avons mis en garde contre des déviations que nous connaissons et que nous redoutons —, ce n'est pas de participer aux actes de la direction à l'organisation de licenciements (ceux-ci d'abord, ceux-là seulement après...), c'est de bloquer la possibilité des licenciements ; ce n'est pas arranger les horaires de travail, c'est décider qu'on ne les respectera plus et que l'on en appliquera d'autres. Bien sûr, le patronat peut s'incliner et accepter mais ce n'est pas alors de collaboration qu'il s'agit mais de l'établissement d'un rapport de force favorable aux travailleurs.

Encore faut-il que les salariés eux-mêmes aient pris conscience de leur force collective et qu'ils soient en mesure de marquer des points de manière offensive et croissante, sinon le mot d'ordre de contrôle ouvrier n'a guère de sens ; alors l'axe du contrôle ouvrier ne passe pas à côté du problème de la propriété des entreprises, il en est le préalable.

Remercions G. Marchais de nous rappeler que « ce qui est à l'ordre du jour de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est le transfert à la société de la propriété des grands moyens de production » pour noter aussitôt que cet objectif est à l'ordre du jour depuis la parution du Manifeste communiste et que pour un marxiste il se confond avec l'étape de passage au socialisme.

Mais ce qui est en cause c'est précisément de savoir comment se fait ce passage et au profit de qui. Le risque majeur c'est que ce « transfert à la société » se réduise historiquement à un transfert à l'Etat sans que celui-ci ait perdu sa base de classe, sa base bourgeoise, ou sans que celui-ci, conquis par la lutte politique du prolétariat, sache se comporter autrement qu'en nouveau patron. C'est pourquoi nous disons que dans la lutte pour le contrôle ouvrier le collectif des travailleurs de l'entreprise (tous les travailleurs, bien sûr, sous conduite de la classe ouvrière) doit prendre conscience de sa force et créer sa capacité à assurer la gestion en régime socialiste.

Tout ce qui se passe avant le renversement du pouvoir de la classe dominante et de son Etat n'est qu'élément stratégique pour diminuer les forces de l'adversaire et préparer les travailleurs à jouer leur rôle historique, c'est-à-dire à gérer les moyens de production au service de toute la société.

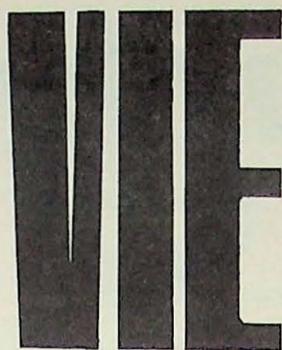
Voilà nos conceptions, ce sont celles-là que le P.C.F. a le droit de critiquer. Ce sont celles-là que nous approfondirons au prochain Conseil national pour éviter toute déviation théorique et pour contribuer à une orientation de tout le mouvement de luttes. □

La tranquillité difficile

Jacques Galus

T.S. a décrit comment l'administration du lycée de Rueil, sous la bienveillante inspiration du député local, Jacques Baumel à réussi à confondre et à exclure LE machiavélique organisateur du désordre. Rueil et son lycée pouvaient alors retrouver cette belle sérénité qui permet aux étudiants d'étudier, aux travailleurs de travailler et aux capitalistes de capitaliser. Mais quelle hydre est donc cette contestation. A peine décapitée, la voilà qui gonfle de nouveau. Ces lycéens, reposés par les vacances, apaisés par l'exclusion de celui-qui-les-empêchait-de-travailler, réclament brusquement la réintégration de leur camarade et se mettent en

conseil de discipline. Les élèves devront se réinscrire, mais 120 de leurs professeurs refusent cette procédure. Alors, là, les bourgeois de Rueil ne comprennent plus ! Certes les policiers qui poursuivent les distributeurs de tracts à travers la ville les rassurent un peu ; mais ces contestataires sont quand même inquiétants. Les jeunes communistes, eux au moins, sont raisonnables. D'abord ils sont très discrets, ensuite, non seulement ils ne tombent pas dans les pièges de la provocation gauchiste, mais encore ils la dénoncent, car ils savent bien que ce dont un lycée a besoin, avant tout, ce sont des crédits plus nombreux. Mais



militante

Souscription

Nous terminons la publication du premier bilan de la souscription pour le Siège Central du Parti par les résultats parisiens. Afin que chacun puisse juger des efforts consentis, nous les avons détaillés par arrondissement. Ajoutons enfin que le total des réponses s'élève à 872 pour tout le Parti, que le montant des dons s'élève à 121.682 francs, celui des prêts à 80.420 et celui des cautions à 289.350.

NUMERO DU DEPARTEMENT	DEPARTEMENT	NOMBRE DE REPONSES	DONS	PRETS	CAUTION
PARIS	1 ^{er} et 2 ^e arrond. ...	2	100,00	2.000,00	
—	3 ^e	2	550,00	500,00	3.000,00
—	4 ^e	1	50,00		
—	5 ^e	7	700,00	400,00	1.000,00
—	6 ^e	9	2.350,00		2.800,00
—	7 ^e	3	250,00		1.000,00
—	8 ^e	2	50,00		
—	9 ^e	1	100,00		
—	10 ^e	1	150,00	300,00	
—	11 ^e	1	50,00		
—	12 ^e	6	500,00		
—	13 ^e	7	630,00	2.100,00	
—	14 ^e	5	300,00	600,00	
—	15 ^e	9	1.700,00		1.000,00
—	16 ^e	3	600,00		500,00
—	17 ^e	4	900,00		
—	18 ^e	8	920,00	1.000,00	2.000,00
—	19 ^e	1	50,00		1.000,00
—	20 ^e	6	600,00	1.000,00	5.000,00
	ENTREPRISES				
	I.N.S.E.E.	1	100,00	1.000,00	
	GAZ DE FRANCE. 1	1	100,00		
	SCIENCES PO	2	300,00		
	P.T.T.	1	100,00		
	PARIS DIVERS ...		100,00	300,00	300,00
	ETRANGERS	15	2.210,00		
			500,00		
			F.C.F.A.	1.200,00	10.050,00
	DIVERS	3	400,00		1.000,00
	TOTAL	872	121.682,00	80.420,00	289.350,00



Agip

grève ; une grève étonnante, d'ailleurs, puisque personne n'a réussi à se battre avec les piquets de grève ; pas même le proviseur. Ils se réunissent à 500. L'inspecteur d'académie dont le bureau est tout proche, refuse fort légitimement de les recevoir. Alors, ô scandale ! ils envahissent les locaux de l'inspection.

Les Rueillois l'ignoraient, mais il y avait quelques centaines d'agitateurs qui se cachaient dans leur lycée, parmi leurs enfants ! Les voilà démasqués. Profitons-en. Les gardes mobiles arrivent, cernent et attendent. Puisque ce sont des gauchistes, ils vont tout casser, tout brûler peut-être, en tout cas sûrement coiffer l'inspecteur d'une quelconque poubelle. Mais non, rien de tout cela, ils sont calmes ; on est bien obligé, à regret, de les laisser repartir.

Le lendemain, le lycée est fermé et le proviseur remplacé. Les responsables paraîtront en

les autres, que veulent-ils donc ?

J. Baumel a suscité la création d'un « comité des libertés scolaires de Rueil » qui « approuve et soutient son action utile ». Dans un vigoureux appel qui a ému toute la ville, ce comité déclare que : « La population saine de Rueil (sic) condamne les excès de ces excités gauchistes » et que « les lycéens doivent refuser de se laisser abuser et mener par quelques braillards ».

Alors, il va falloir que d'autres élèves passent en conseil de discipline, que les cours reprennent. D'ailleurs, le président de l'association des parents d'élèves l'a bien dit : « M. Baumel a promis de nettoyer le lycée ! ».

Gageons qu'à quelques mois des prochaines municipales, M. Marcellin saura se montrer compréhensif à l'égard d'un collègue avec lequel il doit si bien s'entendre. □

Stages

Le bureau lycéen organise un stage auquel sont conviés lycéens, professeurs et préparationnaires, à Paris les 2 et 3 mai, au 81, rue Mademoiselle, à partir de 9 h 30.

Le programme du stage est le suivant :

- Le 2 mai
 - Mesures gouvernementales et sélection sociale ;
 - Etude critique des analyses de l'U.N.C.A.L., de la Ligue communiste, de l'A.J.S., du H.R., de la G.P., sur les problèmes de l'enseignement ;
 - La crise étudiante (avec participation des membres du B.N.).
- Le 3 mai
 - Conclusions pratiques et applications ;
 - Relations professeurs, lycéens, étudiants préparationnaires ;
 - Construire le mouvement de masse lycéen ;
 - Organisation du secteur enseignement et les campagnes.

La commission enseignement du Rhône organise un week-end régional de formation avec la participation de Robert Chappuis.

Ordre du jour :

- Dans quelle mesure l'école diffuse-t-elle l'idéologie bourgeoise ? (contenu, structures, méthodes) ;
- Pédagogie et Révolution.
- Face au thème réformiste de la « démocratisation » de l'enseignement, quelle stratégie révolutionnaire pour les militants du P.S.U. ?
- Actions de masse du P.S.U. avec les lycéens, étudiants, travailleurs, parents d'élèves.

Du samedi 25 avril 15 heures au dimanche 26 avril 17 h.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15 04

Permanent de 14 h à 24 h

Butch Cassidy
et le Kid

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADMOISELLE, PARIS-15^e

luttons culturelles

Dubuffet et la "Kultur"

« A l'étape actuelle, dans cette période de mobilisation totale, même cette opposition très ambivalente ne semble plus viable. »

« L'Art ne se survit que là où il se nie. »

Marcuse, « Eros et Civilisation » - page 132.

M. Dubuffet expose ses œuvres au Centre national d'Art contemporain — C.N.A.C. — 11, rue Berryer, Paris 8^e; organisme officiel de l'ex-ministère des Affaires culturelles.

En juillet 1968, Dubuffet éditait chez J.-J. Pauvert « Asphyxiante culture ». C'est à cette publication que nous ferons ici référence.

S'étant alors insurgé (1968) contre l'Etat/culturel/policié, on comprend mal (ou trop bien) pourquoi M. Dubuffet s'empresse aujourd'hui dans les salons officiels du C.N.A.C.

« Je ne peux me figurer le ministère de la Culture autrement que comme la police de la culture. »

* A.C. page 15.

Faites ce que je dis... pas ce que je fais

Certes, tout le monde a le droit de se contredire. Il faut cependant préciser que cela lui permet d'être opposant en juillet 1968, et officiant en 1970.

Faut-il conclure avec lui :

« Les artistes sont à peu près tous sans exception complices de cette imposture. »

* A.C. page 85.

afin que l'art ne reste pas le privilège d'une « caste ». La responsabilité des artistes est impérativement engagée.

Nous citerons comme exemple Jean-Luc Godard qui, lui, au mépris de « faire carrière » a choisi le respect de soi.

Les contradictions de M. Dubuffet sont moins contradictoires qu'il n'y paraît.

« Cette façon d'é luder ses principes dans la pratique tout en les reconnaissant en théorie atteint une forme universelle dans la morale bourgeoise. »

Marx - Idéologie Allemande - 1846.

Dans la société bourgeoise, l'artiste paie sa liberté de son inefficacité même lorsqu'il feint de s'y opposer, il reste l'alibi du libéralisme en trompe l'œil du système — qui plus est tend à le justifier.

« De même que la caste bourgeoise cherche à convaincre les autres que sa prétendue culture légitime sa préservation, le monde occidental légitime aussi ses appétits impérialistes par l'urgence de faire connaître aux nègres Shakespeare et Molière. »

« L'enculturation » a pour objectif la distance.

« Quand elle ouvre au peuple ses musées, ses châteaux, ses bibliothèques, la propagande culturelle... s'applique à faire ressentir aux administrés l'abîme qui les sépare de ces prestigieux trésors dont la classe dirigeante détient les clefs. »

* A.C. page 29.

L'ésotérisme n'est pas son moindre argument. Le respect de la hiérarchie des valeurs renvoie à la hiérarchie sociale dont la structure pyramidale définit le schéma de la société capitaliste.

L'exaltation de l'individualisme en est l'autre aspect. L'artiste, génie narcissique, fonctionne comme projection de « l'idéal du Moi ».

« A l'Etat de veiller au bien social — à moi de veiller à celui de l'individu. »

* A.C. page 15.

Tel est bien le nœud de contradictions dans lequel s'est enfermé M. Dubuffet et avec lui bon nombre d'artistes.



« On prend pour subversion ce qui n'est d'elle que faux-semblant, qui ne met pas en question l'assiette du système mais seulement les moyens de le faire prospérer. »

« Asphyxiante Culture » - page 92.

« C'est au contraire en forme de prolifération « horizontale » en foisonnement infiniment diversifié que la pensée créatrice prendrait Force et Santé. »

* A.C. page 14.

Profession de foi à laquelle nous ne saurions que souscrire, si l'on ne savait que cette force créatrice populaire, M. Dubuffet se l'est appropriée.

L'essentiel de son œuvre, M. Dubuffet l'a emprunté à l'art naïf populaire, aux rutilants panneaux des fêtes foraines, à la verve argotique des graffitis. On lui doit de les avoir répertoriés, exposés (Art brut - Musée des Arts Déco - 1967). Il en usurpa aussi le style, sinon la spontanéité.

C'est toujours la même expropriation des forces vives d'une collectivité au seul profit et usage de la classe dominante.

« Il en est de la culture comme de bien autre chose. »

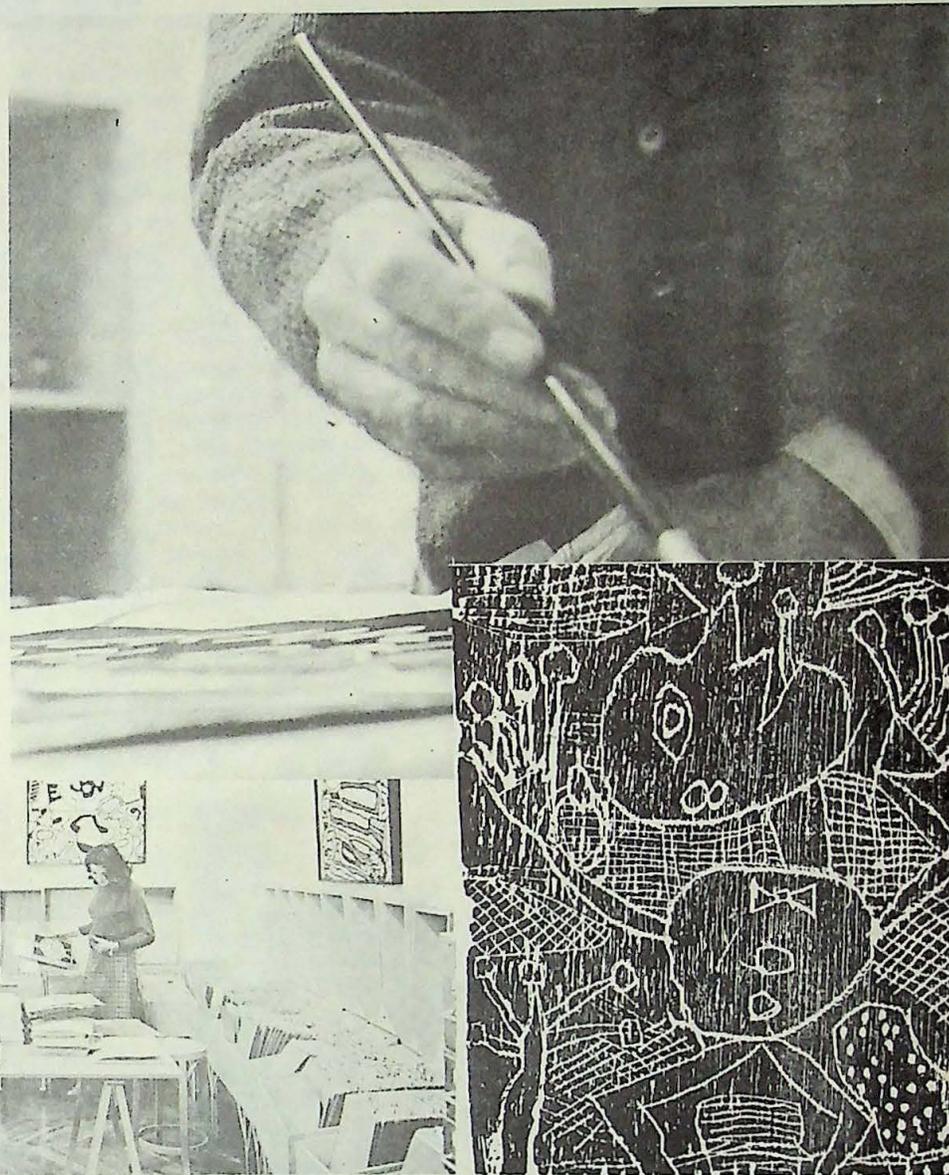
« Au premier stade, il y a l'art gaillard « gratuit ». »

« Au second, il y a l'invention du mot « culture ». »

« Au troisième, la caporalisation et plus d'art du tout. »

C.Q.F.D.

* A.C. page 69.



« Subversif oui - mais pas trop ! »

Reste la marchandise

« L'aliénation, c'est la transformation de l'« être » en « avoir ». Le dépassement de la propriété privée implique donc l'émancipation de tous les sens. »

Marx - Manuscrit de 1844.

L'art pris dans le système de production bourgeoise apparaît moins comme bien que comme « valeur » (argent) - Propriété - Patrimoine - Héritage.

De la même façon que le capitalisme se développe sur la base du profit et non des besoins réels — la culture — coupée de toute réalité, fonctionne comme signe (de richesse - de réussite - de supériorité), conséquence logique de l'affirmation de la bourgeoisie en tant que classe dominante.

Il ne s'agit pas de faire le procès Dubuffet, mais au travers des contradictions — dont il est tout à fait conscient — nous soit révélé la fausseté des prétentions « humanistes » dont se targue la culture bourgeoise, et que l'exaltation de la génialité n'est le plus souvent qu'usurpation de l'individualisme au détriment de la collectivité.

Le simple fait de supprimer la signature restituerait un ordre de valeur possible — une œuvre n'existe que pour être vue - lue - comprise — toute entre la parole et son écoute.

Restituer à l'art sa valeur d'usage

Cela fait partie des objectifs premiers de la révolution culturelle.

Le terme d'œuvre ne désigne pas un objet d'art, mais l'acte.

Les questions qui se posent alors sont simples. Elles ne s'adressent pas à la forme esthétique de l'œuvre (moderne - figurative - abstraite), mais à sa fonction.

Elles rompent le silence sacré et terroriste par où de telles œuvres se retranchent de la vie. Elles demandent :

- pourquoi parlent-elles ?
- de quoi parlent-elles ?
- à qui s'adressent-elles ?

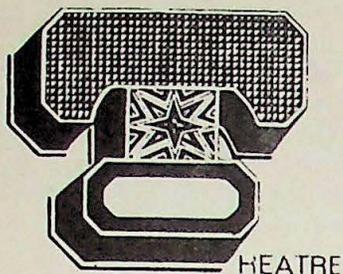
A l'intérieur du système de référence bourgeoise ces questions risquent de rester sans réponse — ainsi se définit la position de classe de ceux auxquels elles s'adressent.

Pour nous, elles donnent le sens véritable de l'œuvre et c'est ce qui importe.

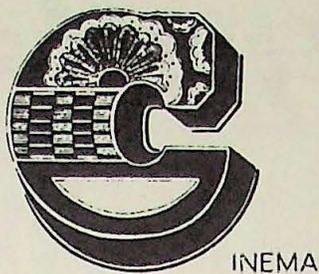
FRONT DES LUTTES CULTURELLES
P.S.U.

81, rue Mademoiselle, 75-PARIS 15^e

* Textes extraits de « Asphyxiante culture » - Ed. J.-J. Pauvert - Juillet 1968.



HEATRE



INEMA

Les choses de la vie

Alain Moutot



Le cri du colonisé

Gabriel Bedrossian

Jean Pélégri dont nous avons déjà apprécié le film « Les Oliviers de la Justice » invite de nouveau son auditeur à communier dans une nouvelle messe, celle de la terre ou plutôt celle de l'homme exilé sur sa propre terre : le colonisé.

La continuité de l'œuvre est la mémoire du personnage principal, le colonisé : ayant tué celui qu'il considère comme son frère, son maître, M. André, Slimane fait revivre sur scène ce qui a nécessité cet acte, son crime.

Dans cette vision-interprétation du passé, Slimane montre qu'il existe deux générations : la sienne, aimant la terre pour elle-même et non pour sa possession, et celle des jeunes qui luttent pour cette possession, sans amour véritable. Ceux qui luttent, le fils de M. André, Georges et le neveu de Slimane, Saïd. Le combat véritablement existe au niveau des jeunes, ceux pour qui les rapports ne sont pas basés sur l'amour, mais sur la condition de possédant à possédé, de maître à esclave.

Cette lutte, nous le savons, symbolise la guerre d'Algérie, bien que l'auteur n'en prononce nulle part le nom ; le déclenchement de cette lutte pour Pélégri signifie la fin de la génération des vieux : Slimane et M. André. L'esclave Slimane aime la terre qu'il a cultivée, et cet amour, il en connaît l'existence chez son maître. Au nom de cet amour, il ne comprend pas les nouvelles motivations, celles de Saïd et de Georges. Devant cette incompréhension, il ne voit qu'une seule issue pour ceux qui comme lui aiment la terre : la mort. Aussi il tue son maître, mais cet assassinat apparaît beaucoup plus comme un suicide moral, le sien : il va voir l'objet de son amour mourir devant ses yeux, il va souffrir, mais il est heureux car son maître ne le verra pas.

« Slimane ou l'homme-cailou » beaucoup plus qu'une messe de l'amour, une messe consacrée à la terre, dénonce la situation du colonisé qui rejetant ses chaînes veut imposer à son maître une nouvelle religion : celle de l'amour dans

une immense communion où maîtres et esclaves se rejoindraient. Saïd et Georges montrent l'échec d'une telle pensée. Pour Jean Pélégri, les combattants sont des personnages négatifs car l'amour ne les anime pas, seule la haine compte pour eux, cause d'ailleurs de leur mort à tous deux.

Le fait que le metteur en scène, Jean-Luc Combaluzier, ait choisi pour interpréter le rôle de Slimane un acteur, indonésien, élève le débat qui s'instaure par la limitation géographique et historique de la guerre d'Algérie à celui de l'univers. Ici ce n'est plus l'Algérie que nous voyons, c'est l'Asie, l'Amérique Latine, l'Afrique, tous les lieux où un peuple cherche à se libérer du joug de ses maîtres.

« Slimane ou l'homme-Cailou » c'est le cri de désespoir de l'être en proie à son amour de la terre que l'étranger colonisateur lui a volé.

● Théâtre du Kaléidoscope : tél. 633-26-96, 5, rue Frédéric-Sauton, Paris V^e.

« Entre 6 heures du soir et 6 heures du matin, c'est le temps durant lequel se passe l'action de la plupart des films français... »

Cette remarque d'un cinéaste soviétique peut s'appliquer au troisième film de Claude Sautet : le travail semble absent des « choses » qui font la vie du « héros » de son film.

Seule, une scène de deux minutes, montre notre architecte s'en prenant, avec une véhémence très « de gauche » à un promoteur immobilier qui veut — en bon adepte de la maximisation du profit — remplacer le gazon initialement prévu par des parkings moins décoratifs, mais plus lucratifs.

A partir de là, on peut conclure qu'il s'agit encore d'une œuvre de consommation et gloser à perte de vue et dans l'abstrait, sur les formidables possibilités de récupération de notre société. A la limite, on peut en dire autant à propos de n'importe quelle œuvre que laisse passer la bourgeoisie.

Il est préférable d'orienter l'analyse sur le film lui-même et, à son propos, dénoncer ses limites et en marquer l'intérêt. C'est dans cet esprit qu'Abel Gance et Resnais ont pu réaliser leurs très contestataires « J'accuse » et « Hôtel des Invalides » pourtant commandés par le cinéma aux armées.

Ce n'est pas tant le cas d'un homme bardé de toutes les marques extérieures de la réussite sociale (bateau de plaisance, résidence secondaire à l'île de Ré, maîtresse) ni ce ménage à trois qui est particulièrement intéressant, mais la manière de faire pressentir les raisons qui sous-tendent une insatisfaction, une certaine amertume. Sans parler de l'accident de voiture, proprement hallucinant, qui, à la manière dont il englobe le film, met en cause à lui seul notre cadre de vie, on peut dire que le procédé du flash-back est proprement réinventé dans cette perspective.

Sautet développe les pensées de M. Piccoli, non pas chronologiquement, mais telles qu'elles se présentent à l'esprit de ce dernier. Ce qui a pour résultat de plonger le spectateur au cœur du drame, tout en conservant la cohérence du récit.

Cette impression, à la fois d'intimité et de distance, traduit l'attitude du metteur en scène à l'égard du sujet, qu'il traite, mais aussi le sentiment du héros à l'égard des choses qu'il aime mais qui rendent sa vie quelque peu futile.

Certes, on est loin d'une froide dénonciation de l'aliénation dans le cadre de la vie capitaliste, mais le problème, je crois, est posé.

tribune

socialiste

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Belay, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
31.000 exemplaires

Hebdomadaire
du P.S.U.

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 05

REGIE PUBLICITAIRE
M.S.B. Conseil
28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-87-85 87
Com. Parit. n° 37.302

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
81, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.

luttones internationales

Le procès des colonels

Gérard Sarky

Le tribunal militaire d'Athènes n'a pas suivi les réquisitions du procureur : le verdict ne comporte aucune condamnation à mort et seul le professeur D. Karayorgas est condamné à la réclusion à vie.

Cette relative clémence est le premier pas en arrière des colonels, mais l'on ne doit se faire aucune illusion : ni la personnalité des condamnés, ni la crainte de violentes réactions à l'intérieur qui auraient pu résulter d'une condamnation à mort, ne sont à l'origine de ce verdict prudent, mais bien plutôt la réaction de l'opinion internationale ainsi que les démarches effectuées par plusieurs gouvernements occidentaux auprès d'Athènes.

En fait, ce procès intenté aux 35 résistants, membres de l'organisation « Défense démocratique » montre l'ignominie du gouvernement des colonels et apporte la preuve éclatante de la pratique courante de la torture par la police que Korovessis avait déjà dénoncée dans son livre « La Filière ».

En même temps nous devons enregistrer les difficultés croissantes des colonels, soucieux de se montrer comme des saints face à la « barbarie communiste » (sic). Le gouvernement d'Athènes estimant la présence d'observateurs judiciaires comme une offense à la dignité de la pseudo-justice grecque, a expulsé ces observateurs, nous apportant ainsi la preuve des pratiques policières de répression généralisée, qui, depuis le coup d'Etat du 21 avril 1967 ont été adoptées en Grèce comme une méthode administrative courante.

Les nouveaux émules de Mussolini et de Hitler, les colonels fascistes d'Athènes semblent en effet

vouloir transformer leur pays en un immense camp de concentration.

De plus, les propos du général Iordanis, accusé par le procureur de la couronne d'avoir voulu renverser l'ordre social établi : « Ce ne sont pas quelques pétards qui peuvent renverser le régime », montrent à quel point les colonels apparaissent effrayés par les conséquences prévisibles du processus déclenché par la C.I.A. et dont ils furent les instruments conscients et consentants. Les colonels savent parfaitement que sans l'aide américaine qui leur apporte l'aide financière nécessaire, ils ne représentent plus rien dans le pays, et que les Etats-Unis avec la France sont leurs seuls soutiens véritablement solides. En ce sens, après l'expulsion des observateurs judiciaires, les avocats français ont déclaré à la presse que l'Ambassade de France à Athènes « où l'on est visiblement plus intéressé par les contrats commerciaux que par les droits de l'homme », leur avait fait un accueil plus que réservé, apportant ainsi la preuve d'une certaine mansuétude envers un régime que certains voudraient voir s'instaurer en France.

Pour toutes ces raisons, ce procès prend une place très importante dans la lutte des forces ouvrières et démocratiques grecques contre le fascisme, car nous l'espérons, les révélations qui y furent faites obligeront le Conseil de l'Europe à publier le rapport de la Commission Européenne des Droits de l'Homme concernant les violations des libertés individuelles et politiques en Grèce, et aussi à y donner le maximum de publicité.

Affirmer, ainsi que le fait le procureur Ioannis Liapis, que la liber-

té existe en Grèce, est une énormité. Elle existe, il est vrai, seulement elle se trouve dans les prisons, et le colonel Georges Papadopoulos, premier ministre, n'a nullement l'intention de la laisser descendre dans les rues, lorsqu'il déclare que « les magistrats commettent un grand crime lorsqu'ils se montrent cléments à l'égard des criminels » politiques, naturellement. En effet, la moindre liberté accordée à la population déclencherait un mouvement irréversible qui, nécessairement, déboucherait sur une révolution, politique et sociale. Mais, à vrai dire, le processus de la violence ne fut pas engendré par les révolutionnaires, mais par les colonels eux-mêmes, qui prirent le pouvoir par un coup d'Etat contraire aux volontés du peuple grec. C'est ainsi que M. Canellopoulos écrit : « La violence engendre la violence. Les dirigeants militaires auraient bien dû se douter que leur violence ferait école. C'est la raison pour laquelle la responsabilité des explosions ne réside pas du côté des accusés. »

La Grèce est, aujourd'hui, semblable à une immense poudrière, et nous espérons que l'organisation « Défense démocratique » pourra mener à bien la révolution dont elle s'est fait le promoteur. Organisation créée par des intellectuels, des employés, des syndicalistes, des étudiants, des officiers démocrates, immédiatement après le coup d'Etat militaire, elle s'adresse à toutes les forces démocratiques du pays afin de combattre pour un changement radical du pays. Changement dont le but sera l'instauration d'une Grèce nouvelle où les forces militaires fascistes n'auront plus aucune place. □

